



Henri Bourassa

L'intervention américaine

*ses motifs, son objet,
ses conséquences*

PRIX : 25 sous

ÉDITIONS DU DEVOIR

43, rue Saint-Vincent
MONTREAL

1917





Henri Bourassa

L'intervention américaine

*ses motifs, son objet,
ses conséquences*

PRIX : 25 SOUS

ÉDITIONS DU DEVOIR

43, rue Saint-Vincent
MONTREAL

1917

D619
B6

l
é
j
e
r
a
o
n
ti
C
n
d
m

d
m

va
ra
de
da

fi
fo
pr

Mo

Depuis un an, j'ai fait plusieurs séjours aux Etats-Unis. J'ai passé à New-York et à Washington la semaine qui a précédé la déclaration de guerre du Président et la semaine qui a suivi. Au cours de ces voyages, j'ai pu suivre de près la marche des événements, l'évolution des tendances et des idées. D'anciennes relations, d'autres plus récentes, de précieuses recommandations surtout, m'ont permis d'interroger un bon nombre d'Américains, situés dans les milieux les plus divers et entretenant les opinions les plus contradictoires. De tout cela, il est résulté, presque à mon insu, une sorte d'enquête sur les causes et les motifs de l'intervention américaine, sur ses développements et ses conséquences probables. Cette brochure renferme la synthèse de ces observations. Les cinq premiers chapitres, écrits d'un seul jet, entre le 1er et le 5 mai, ont paru en dix articles dans le Devoir, du 7 au 19 mai. A cette première partie, je me borne à ajouter quelques notes.

Le sixième chapitre, consacré aux "conséquences pour le Canada" de l'intervention américaine, est entièrement nouveau. Je l'ai écrit le 20 mai. J'en corrige la dernière épreuve aujourd'hui.

Je donne ces précisions afin de marquer le caractère hâtif du travail; et aussi afin de parer aux observations ou aux critiques qui pourraient s'attaquer à certains passages: les événements marchent si vite, de ce temps-ci, que telle constatation ou tel pronostic risquent de dater, à quelques jours d'intervalle.

A mes lecteurs habituels, je présente ce modeste travail en toute confiance. Il s'inspire de la pensée commune qui nous a guidés depuis la fondation du Devoir: le souci des intérêts canadiens; à nos yeux, ils priment ceux de tout autre pays.

HENRI BOURASSA.

Montréal, 26 mai 1917.

p
d
se
il
ge
ot
Li
sc
à

di
de
en
ler

à-c
au
de
et
av

l'ho
les
ce
ser
l'av
app
ven

tim
l'ho
d'un
l'ir
ses
ler

I

AVANT LA GUERRE.

M. Wilson, champion de la paix.

M. Woodrow Wilson, ancien universitaire, a des aperçus philosophiques. Pour peu qu'il y joigne le sens de l'ironie et que les fumées de l'encens ne lui troublent pas le cerveau, il doit s'amuser prodigieusement du spectacle que le monde lui donne. Pendant deux ans et demi, il a été mis au ban de la "civilisation". Les fauteurs de guerre, les jingos, les agioteurs et les démagogues de tous les pays d'Europe, centraux ou ententistes, et ceux de sa propre patrie, l'accablaient de leurs dédains. La *grande* presse du monde entier ne cessait de se moquer du "professeur" Wilson, de ses dissertations, de sa pusillanimité, de son hésitation à plonger sa patrie dans l'abîme de la guerre.

Aujourd'hui tout ce monde-là se roule à ses pieds. Gouvernants, diplomates et publicistes sont en train de lui élever un gigantesque piédestal. Ils le proclament le plus grand homme d'Etat contemporain — en quoi ils n'ont peut-être pas tort. Les Allemands eux-mêmes en parlent avec infiniment plus de respect qu'autrefois.

Cette volte-face subite, cette apothéose boursoufflée, succédant tout-à-coup au mépris général, est le digne pendant des insultes prodiguées au Tsar déchu par ceux-là mêmes qui le proclamaient naguère le modèle des chefs d'Etat. Jamais le gourgandinisme effronté de la *grande* presse et la rampante bassesse de l'opinion "démocratique" ne se sont révélés avec un tel cynisme.

Le succès de M. Wilson à l'intérieur n'est pas moins éclatant. Pour l'honneur du peuple américain et de son chef, il est de meilleur aloi que les panégyriques intéressés de l'étranger. La caractéristique principale de ce triomphe national, c'est qu'en déclarant la guerre M. Wilson a consacré la confiance et l'appui de la majorité des partisans de la paix, qui l'avaient maintenu au pouvoir ; et, en même temps, il reçoit le concours apparemment loyal d'anciens adversaires, partisans acharnés de l'intervention.

Quelqu'un qui tient de près au président, qui connaît sa pensée intime autant qu'il est possible de la pénétrer, — M. Wilson est, paraît-il, l'homme le plus *fermé* qu'on puisse imaginer — affirme que, depuis plus d'un an, le président et son entourage immédiat étaient persuadés de l'impossibilité d'éviter la guerre. Ainsi, d'une part, sans jamais trahir ses appréhensions, M. Wilson n'a cessé, douze mois durant, de travailler pour la paix qu'il ne croyait plus possible ; et, de l'autre, il a gra-

duellement préparé à l'acceptation de l'inévitable — ou, du moins, de ce qu'il croyait inévitable — l'opinion favorable à la paix, c'est-à-dire l'opinion qui l'avait soutenu depuis deux ans et demi contre les assauts des partisans de l'intervention. C'est très fort. Aussi n'ai-je été nullement étonné d'entendre l'un des chefs les plus éminents du parti républicain, ferme partisan de l'intervention, affirmer, avec la plus généreuse franchise, que M. Wilson était le seul homme d'Etat capable d'entraîner le peuple américain dans le conflit. Et M. Wilson lui-même, ajoutait-il avec une égale assurance, n'aurait pu faire accepter l'intervention avant l'heure qu'il a choisie. Sa claire vision du moment psychologique a été aussi remarquable que l'habileté ferme et prudente de sa manoeuvre au milieu des courants d'opinions contraires — manoeuvre qui lui a permis de faire évoluer dans le sens de la guerre les éléments favorables à la paix, dont il avait gagné la confiance.

M. Wilson était-il sincère ?

Tout cela porte la marque d'un grand politique. Faudrait-il en conclure que M. Wilson appartient à l'école de Machiavel ? Fait-il fi de la sincérité, de la franchise; de la logique, de la fidélité aux principes — toutes qualités qui restent, aux yeux d'un petit nombre de gens démodés, les caractéristiques de la vraie grandeur et les garanties d'une saine politique ? Sans trop risquer, on peut en douter et donner au président le bénéfice du doute.

M. Wilson était, je crois, sincère partisan de la paix et l'est resté. Son erreur initiale, si c'en est une, c'est d'avoir repoussé, dès le début de la guerre sous-marine, l'avis de M. Bryan, alors secrétaire d'Etat. M. Bryan aurait voulu que le gouvernement décidât — et proclamât officiellement sa détermination — de ne pas étendre la protection de l'Etat à ceux des citoyens américains qui risqueraient leurs personnes ou leurs marchandises à bord des navires battant le pavillon de l'une quelconque des nations belligérantes. M. Wilson s'y refusa. Il fit même le contraire. Il adopta comme base de sa politique le traditionnel *desideratum* des Etats-Unis et affirma le droit absolu des Américains de voyager et de commercer librement sur toutes les mers, à bord de tous les navires. Il aurait peut-être dû se rappeler que lorsque M. Choate, représentant des Etats-Unis à la deuxième conférence de La Haye, avait voulu faire introduire ce principe de droit dans le code des nations, l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie s'étaient déclarées prêtes à y souscrire, mais que l'opposition de l'Angleterre, de la France et de la Russie avait fait échouer cette louable tentative ¹. Quoi qu'il en soit, à partir du jour où M. Wilson

¹ La proposition de M. Choate — expression officielle des vues du gouvernement américain — était formulée dans les termes suivants: "The private property of all the citizens of the signatory powers, with the exception of contraband of war, shall be exempt on the sea from capture or seizure by either the armed vessels or the military forces of the said powers. Nevertheless, this provision does not at all imply the inviolability of vessels which should try to enter a port blockaded by the naval forces of the said powers, nor the inviolability of the cargoes of the said ship." Lorsque cette proposition fut mise au vote de la conférence, elle recueillit les suffrages des représentants de vingt-et-une nations: Etats-Unis, Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie, Danemark, Norvège, Suède,

posa ce principe, excellent en soi, comme condition *sine qua non* de la neutralité des Etats-Unis, les chances de paix devinrent fort problématiques. Dès ce moment, M. Wilson dut entrevoir la guerre comme une éventualité très probable, sinon inévitable. Il n'en a pas moins attendu, pour la déclarer, que l'Allemagne eut fait couler nombre de navires étrangers, portant des voyageurs ou des marchandises américaines, et même plusieurs navires battant le pavillon des Etats-Unis. Il a fait davantage : il a patienté jusqu'au jour où le gouvernement allemand proclama officiellement sa détermination de ne plus faire de distinction entre les navires des belligérants et ceux des pays neutres. Tout cela établit une forte présomption en faveur de la sincérité du président.

Opinion des Américains sur la guerre et les belligérants.

Il ne faudrait pas croire, cependant, que la seule influence personnelle de M. Wilson, ni l'habileté de sa manoeuvre, ni même le coulage des navires américains, ont suffi à transformer les sentiments de la masse du peuple américain et à rallier autour du président, au moment où il lançait son pays dans la fournaise, la plupart des éléments qui l'avaient soutenu jusque-là "*because he kept us out of the war*". Dans tous les pays, les mobiles de l'opinion publique sont multiples. C'est plus particulièrement vrai d'une communauté aussi complexe que la république américaine. Efforçons-nous de dégager les principales causes de l'extraordinaire évolution qui a pu, en quelques mois, faire du champion de la paix le héraut de la guerre.

Tout d'abord, j'insiste sur un point. En esquissant cette analyse, ce ne sont pas mes idées personnelles que j'exprime : c'est tout simplement la synthèse loyale de nombreuses expressions d'opinion recueillies sur les lèvres d'Américains de toute catégorie, bien placés pour observer, ou fidèles échos des divers courants populaires. La majorité de ces Américains, hommes du nord et de l'est, sont des républicains, adversaires habituels de M. Wilson et, dès le début de la guerre, partisans de l'intervention des Etats-Unis. Cette particularité ajoute singulièrement au poids de leur opinion sur la valeur personnelle du président et

Grèce, Belgique, Hollande, Suisse, Bulgarie, Roumanie, Chine, Perse, Siam, Turquie, Brésil, Cuba, Equateur et Haïti. Les délégués des onze nations suivantes votèrent pour la négative: Grande-Bretagne, France, Russie, Japon, Espagne, Portugal, Monténégro, Mexique, Colombie, Panama et Salvador. Les représentants du Chili s'abstinrent. Ceux de onze autres nations étaient absents. Bien que la proposition eût été votée par une forte majorité — 21 contre 11, — la conférence ne crut pas devoir insister. De retour aux Etats-Unis, M. Choate expliqua pourquoi sa proposition, bien que votée, n'avait pu être incorporée dans le code des lois internationales: "*It was 'not possible, however, in the face of great commercial nations that opposed it, nations 'likely at any time to be engaged in war, to press it further.'*" (Discours prononcé le 24 janvier 1908, devant l'Association du Barreau de l'Etat de New-York.) Les "grandes nations commerciales" que M. Choate tenait responsables de cet échec, étaient la Grande-Bretagne, la France, la Russie et le Japon. En réalité, l'opposition fut organisée et dirigée par les délégués britanniques. Cette attitude a été vigoureusement condamnée, et les arguments invoqués par les délégués anglais savamment réfutés, par Lord Loreburn, ancien Haut Chancelier, dans son excellent ouvrage: *Capture at sea*.

de sa politique, et aussi sur la force et les motifs de l'opinion pacifiste ou opposée à l'intervention.

Au moment où la machine de guerre se déclancha en Europe, me disait le plus éminent de mes interlocuteurs, — celui-là même dont j'ai cité, il y a un instant, l'opinion sur M. Wilson — la pensée première, le sentiment instinctif de la masse des Américains, au Nord et au Sud, à l'Est et à l'Ouest, s'exprimait sous cette forme toute simpliste : "*Thank God! we are not in the scrap, any how!*"

Sympathies allemandes.

Dans l'ordre des sympathies, fort partagées, pour les belligérants, on pourrait presque affirmer que l'Allemagne l'emportait sur toutes les autres nations en guerre. Elle avait à son actif, en premier lieu, le bon vouloir des millions d'Américains de naissance ou d'origine germaniques, puis l'admiration d'une foule de Yankees, adorateurs fervents de la force et du succès, — du succès "*in business*" et de la toute-puissance militaire. (A preuve, le culte napoléonien, si intense aux Etats-Unis, en dépit de toutes les phrases sur la démocratie et la liberté.) Il faut tenir compte aussi du grand nombre d'Américains qui sont allés compléter leurs études en Allemagne, et, davantage peut-être, de la pénétration du germanisme dans le régime scolaire de la plupart des Etats, depuis l'école primaire jusqu'à l'université. Toute la philosophie américaine, si telle chose existe, est à base allemande. C'est tout le subjectivisme kantien, c'est tout le *surhumanisme* nietzschéen, c'est le culte de la force matérielle, dont Treitschke s'est constitué le panégyriste. Rien n'est plus amusant, là-dessus, que les multiples dénonciations américaines du philo-sophisme allemand. En réalité, les intellectuels américains sont les fils directs du philo-sophisme allemand — comme les Anglo-Canadiens, du reste¹. Nous verrons, dans un instant, comment cette influence allemande est contrebalancée par l'étude des lois anglaises.

Aux prises avec la Russie et l'Angleterre, l'Allemagne bénéficiait encore, dans l'opinion américaine, des vieilles rancunes populaires contre l'Angleterre, constamment entretenues par les Irlandais, et de la haine instinctive du tsarisme "autocratique", — haine fortement accrue, depuis quelques années, par l'influence croissante des Juifs, dont un bon nombre, originaires de Russie, occupent dans la presse américaine une place considérable.

¹ On sait qu'avant d'établir son système d'instruction publique, le gouvernement du Haut-Canada fit faire une enquête en divers pays et s'arrêta au régime prussien comme le plus propre à former l'esprit et le caractère. La mentalité ontarienne, qui a si fortement déteint sur les populations de l'Ouest et du Canada anglais en général, sauf peut-être la Nouvelle-Ecosse, est toute prussienne. Il y paraît aux résultats.

En toute justice pour les Allemands — s'il est encore permis de parler de justice pour tout le monde, — il faut admettre que la philosophie de Kant, et bien davantage celle de Nietzsche, ont rencontré, en Allemagne, une opposition beaucoup plus formidable qu'en France et en Angleterre, et surtout qu'aux Etats-Unis et au Canada. Il n'est donc nullement paradoxal de dire que la philosophie nord-américaine — toujours dans la mesure où telle chose existe — est beaucoup plus "allemande" que la philosophie qui domine en Allemagne.

Sympathies françaises.

A l'égard de la France, on peut dire à coup sûr qu'en dehors des groupes de race française de la Louisiane, de la Nouvelle-Angleterre et du Centre-Ouest, les sympathies et les antipathies se contrebalançaient. Si la balance penchait d'un côté, c'était plutôt au détriment de la France. La politique anticléricale et la rupture avec le Vatican avaient singulièrement refroidi la séculaire affection des Irlandais pour la vieille alliée de leurs ancêtres. Les catholiques américains faisaient beaucoup moins que nous la distinction entre le gouvernement de la république et la masse des Français. Tout naturellement, les catholiques germano-américains n'avaient pas manqué d'établir le contraste entre les faveurs croissantes dont la religion catholique jouissait en Allemagne et les mesquines persécutions qu'elle subissait en France. Chez les non-catholiques, la France anticléricale bénéficiait de l'admiration des loges maçonniques et des sectaires qui n'ont plus qu'une religion négative : l'envers et la haine du catholicisme ; la France littéraire, et non la meilleure, avait sa clientèle, croissante mais encore fort restreinte. Pour la plupart des Américains, la France restait un beau pays, où il fait bon voyager, manger et s'amuser. Aux Etats-Unis, plus qu'ailleurs, le mot un peu brutal de Drumont avait sa pleine application : la France y était surtout connue par ses histrions et ses cuisiniers ; mais dans l'ordre des forces agissantes, des forces matérielles surtout, on la tenait pour tombée au second rang. Tout ce que le culte de la force et du succès valait à l'Allemagne militait contre la France. N'oubliez pas que je parle de la situation qui existait au début de la guerre. Par la suite, nous verrons grandir subitement l'admiration pour la France ¹.

Influences anglaises: finances et lois.

A l'encontre de ces divers courants d'opinion, défavorables, en somme, à la cause des Alliés, il convient de signaler tout de suite deux influences contraires, dont nous retrouverons la trace puissante lorsque nous étudierons les modes de l'intervention américaine dans la guerre et l'action probable des Etats-Unis dans le règlement des problèmes d'après-guerre.

La première de ces influences, c'est l'emprise de la finance anglaise aux Etats-Unis. Elle est énorme. Il n'est pas exagéré de dire que c'est le principal point d'appui de la cause des Alliés, aux Etats-Unis. Le premier des diplomates de l'Entente, ce n'est pas l'ambassadeur d'Angleterre, sir Cecil Spring Rice, ni l'ambassadeur de France, M. Jusserand ; c'est Pierpont Morgan et son groupe de financiers. Ce groupe représente d'abord les intérêts de l'Angleterre, puis, en second — très second

¹ Au début de la guerre, le représentant, à New-York, de l'une des plus importantes maisons d'affaires de France me disait ces paroles significatives: "L'un des principaux obstacles à l'influence économique de la France aux Etats-Unis, c'est l'admiration que la force et le succès des Allemands inspirent aux Américains. Si la France est vaincue, il ne nous restera qu'à fermer boutique aux Etats-Unis."

— lieu, les intérêts de la France et des autres pays de l'Entente. Nous verrons plus loin comment cette camorra de milliardaires s'y est prise pour travailler l'opinion publique dans le sens des intérêts de l'Angleterre.

Pour l'instant je me borne à citer le mot d'un Américain de haute marque, très chauvin, très partisan de l'intervention et absolument convaincu de la toute-puissance de son pays. "La supériorité d'influence de la finance anglaise sur la finance américaine, m'avoua-t-il, est dans la proportion de la livre sterling au dollar." Et notez que cette évaluation, il la faisait en tenant compte des milliards de livres sterling engloutis par l'Angleterre dans la guerre, et des milliards de dollars encaissés par les Américains. Pouvons-nous nous étonner de la facilité avec laquelle l'impérialisme britannique a acheté, corps et biens, notre malheureux pays de *quêteux à cheval* ?

La seconde influence d'avant-guerre, instinctivement favorable à la cause de l'Angleterre et de ses alliés, c'est celle de la magistrature et du barreau. Plus respectable que la première, moins facile à retracer dans ses manifestations collectives et concrètes, elle n'en est pas moins formidable. Aux Etats-Unis, plus que partout ailleurs, le corps légal pénètre et domine toute la politique: la politique nationale et celle de chacun des Etats. L'autonomie des Etats en plusieurs matières réservées chez nous à l'autorité centrale — les lois pénales, par exemple — a multiplié les juridictions et les tribunaux, partant, les juges et les avocats. Comme ici, les avocats pullulent au Congrès et dans les législatures. De plus, ce qui n'existe pas ici, un bon nombre de magistratures d'Etat, dans l'Ouest surtout, sont électives. Magistrats et avocats sont donc habituellement d'actifs politiciens. Or, ne l'oublions pas, leur formation professionnelle est tout anglaise. La base du droit américain, droit civil ou droit administratif, est la *Common Law* d'Angleterre. Dans l'étude des sources du droit et de la jurisprudence, professeurs et étudiants à l'Université, magistrats et praticiens devant les tribunaux, se nourrissent des auteurs anglais. Même dans l'interprétation du droit international, leur mentalité est anglaise. Cette influence est plus que suffisante pour contrebalancer, à certains égards et particulièrement dans la vie publique, celle de la philosophie allemande. Celle-ci détruit ou fausse, dans leur esprit, la notion des vérités primordiales; mais, comme tous les Anglo-Saxons, les Américains se passionnent peu pour les idées pures, bonnes ou mauvaises. Une fois sortis du collège et lancés dans la vie professionnelle et publique, les notions qui persistent et influent sur leurs pensées ordinaires et sur leur action politique, sont celles qui se rattachent le plus directement à leur profession, à leurs habitudes. Or, pour les hommes de loi et pour la majorité des politiciens, ces notions sont anglaises. Un professeur de droit, sorti de la vie publique où il a occupé plusieurs des fonctions les plus importantes, m'a indiqué ce fait comme l'un des facteurs les plus importants de l'évolution qui s'est opérée en faveur de l'Angleterre et de ses alliés dans la guerre actuelle.

L'une des meilleures publications américaines, la *New Republic*, attribue même aux universités une influence plus grande à cet égard que celle de la finance anglaise ou pro-anglaise. Ceci est exagéré, je pense;

mais cette opinion n'en marque pas moins la tendance des classes professionnelles, des hommes de loi en particulier.

La religion démocratique.

Reste, enfin, la plus générale sinon la plus agissante des opinions qui militent en faveur de la coalition antigermanique : c'est ce que l'on pourrait appeler la religion ou la lubie démocratique. Elle est intense; mais, au début de la guerre, elle ne s'affirmait pas plus en faveur des Alliés que des Centraux. Les Américains n'ont pas commis, comme nous, l'erreur de ne voir qu'un aspect de la lutte: le conflit entre l'Angleterre et la France, d'une part, et l'Allemagne, de l'autre¹. Ils y voyaient également la Russie, la Russie des Tsars et des grands-ducs. Entre la France républicaine et l'Angleterre monarchique, ils faisaient même une distinction très nette. Lorsque nous aurons parcouru la série des causes de *fait* qui ont amené le déclenchement de la machine de guerre américaine, nous retrouverons la passion démocratique au premier rang. Mais en août 1914, il eût été difficile de persuader à la masse des Américains que la coalition antigermanique représentait l'armée de la démocratie et de la liberté.

Tout considéré, il n'est donc nullement exagéré de dire qu'au début, et dans l'ensemble, l'opinion américaine était plutôt favorable aux Allemands qu'à leurs ennemis. Les sentiments qui militaient en faveur de l'Allemagne étaient plus répandus, plus agissants, plus définis. L'opinion adverse était plutôt latente et hésitante; et ses principaux facteurs, la haute finance particulièrement, n'avaient pas encore commencé d'agir.

¹ Dans une série d'articles intitulés *Les Etats-Unis et la guerre*, et publiés dans le *Devoir* des 6, 7, 8 et 9 février 1917, j'avais méconnu la force et l'étendue de la haine démocratique, chez les Américains de vieille souche, contre la Russie impériale.

II

ÉVOLUTION DES SENTIMENTS.

Examinons maintenant, dans l'ordre chronologique, la série des faits qui ont d'abord tourné l'opinion contre l'Allemagne, puis activé les sympathies ententistes et, finalement, rallié le sentiment public à la déclaration de guerre du président.

Invasion de la Belgique.

L'invasion de la Belgique a porté le premier coup à l'opinion germanophile. Les hommes d'État et les hommes de guerre allemands ne se rendront jamais un compte exact de l'immense défaite morale qu'ils ont subie le jour où leurs armées ont mis le pied sur le territoire belge, où leurs canons ont commencé à démolir les forts de Liège et de Namur. Au crime de fait, ils ont ajouté l'erreur capitale de ne pas déguiser leur dessein sous une manœuvre analogue, par exemple, à celle qui permit à Chamberlain d'affirmer qu'en envahissant le Transvaal et l'État d'Orange, l'armée anglaise répondait à une provocation. C'est peut-être qu'ils n'ont pas eu le temps d'imiter sur ce point l'exemple de leurs cousins d'outre-Manche¹.

Le déchirement du "chiffon de papier" a produit un effet immense aux États-Unis. C'est une erreur commune à beaucoup d'étrangers de juger les Américains par leur diplomatie "en manches de chemise", — chose du passé, d'ailleurs — ou par leur langage et leurs habitudes *d'affaires*. Il y a chez eux, comme chez les Anglais, d'étonnantes réserves de *sentimentalité*. Ils ont aussi, et plus que les Anglais, d'inattendus sursauts de révolte contre l'injustice et la spoliation — pourvu que leur pays ne soit pas le spoliateur, et même parfois quand il l'est.

Les interventionnistes les plus ardents que j'ai rencontrés ne faisaient aucun mystère de leurs sympathies pro-allemandes d'avant la guerre. Deux causes les ont fait se retourner brusquement: la violation du terri-

¹ Plus tard, les Allemands ont cherché à justifier leur action en Belgique par la découverte qu'ils auraient faite à Bruxelles de certains papiers d'État qui prouveraient que le gouvernement belge avait, dès avant la guerre, compromis sa neutralité au profit de l'Angleterre et de la France. Quelques-unes de ces pièces semblent assez concluantes; mais tant que les Allemands n'auront pas prouvé qu'ils en avaient eu connaissance avant la guerre, ils restent sous le poids de la confession de Bethmann-Hollweg, faite dès les premiers jours de la guerre: "La violation du territoire belge est un crime (ou une faute), que nous devons réparer après la guerre. Nous nous en rendons coupables, parce que nous y sommes forcés: la nécessité ne connaît pas de loi."

toire belge... et peut-être l'appréhension d'une alliance possible entre une Allemagne victorieuse et le Japon. Nous retrouverons ce dernier motif au chapitre des *conséquences* de l'intervention américaine.

A partir de ce moment, l'on peut dire que l'un des plateaux de la balance pencha du côté des Alliés, pour ne jamais se relever. Cependant, l'on peut affirmer avec une égale certitude que la masse du peuple américain restait encore opposée à l'intervention et que le Congrès eût refusé au président le droit et le pouvoir de déclarer la guerre. Le président n'aurait-il pu, néanmoins, protester contre l'acte inique, au nom des mêmes principes de droit qu'il a si heureusement invoqués plus tard? N'était-ce pas son *devoir* de le faire? Je l'ai cru longtemps. En principe, je le crois encore. Mais c'est chose fort téméraire que de décider du devoir d'un chef d'Etat, et surtout du chef d'une nation aussi complexe que la nation américaine. Pour l'instant, je me borne à transcrire fidèlement l'opinion très précise et, dans l'espèce, très précieuse du leader républicain dont j'ai déjà cité le témoignage en faveur de M. Wilson. "Non!" me dit-il sans hésiter; "M. Wilson ne pouvait pas et ne devait pas protester. Le chef d'une nation puissante ne doit protester contre un attentat au droit des gens qu'à la condition d'être prêt à donner une sanction à sa protestation, c'est-à-dire à la faire suivre d'une intervention armée. Le peuple américain lui-même aurait interprété ce protêt comme une virtuelle déclaration de guerre; or, à ce moment, ni le peuple ni le Congrès ne voulaient la guerre. La protestation serait donc restée *en l'air*. Elle n'eût valu au gouvernement américain que le mépris des nations étrangères, à M. Wilson la colère du peuple américain. Le président eût inutilement compromis sa dignité et son influence personnelle, diminué les chances, qu'il n'avait pas le droit de risquer, de s'interposer au moment opportun entre les belligérants. Enfin, il eût divisé la nation américaine et paralysé la marche de l'action bienfaisante qu'il a exercée depuis pour rallier tous les groupes d'opinion diverse." Cette thèse mérite au moins qu'on s'y arrête avant de ratifier le jugement très sévère que beaucoup des sycophantes actuels de M. Wilson portèrent alors sur son silence et son inaction.

Héroïsme de la France.

Le deuxième facteur de l'évolution des *sentiments*, c'est la résistance héroïque de la France. La patiente tactique de Joffre, la brillante défense de Gallieni aux portes de Paris, la victoire de la Marne, ont transformé l'opinion de la masse des Américains sur la France et les Français modernes. La résistance titanesque de Verdun a complété la conversion et fait des Français, aux yeux des Américains, les véritables héros de la guerre. Le culte de la force et du succès, déjà signalé, s'est détourné des Allemands pour se porter, avec une puissance irrésistible, sur les Français. A certains égards, ce sentiment, *comme facteur de l'opinion favorable à la guerre*, a pris le dessus sur les sympathies pour la Belgique. A l'égard de l'intéressant petit royaume du nord, le sentiment qui subsiste, c'est celui de la pitié compatissante: il s'est traduit par d'abondantes aumônes et une merveilleuse organisation de secours *pacifiques*.

Pour la France, c'est une admiration respectueuse, sur laquelle s'est greffé un désir croissant d'imiter ses exploits tout en lui payant, sur le tard, la dette de la Révolution américaine, dont le succès, on le sait sans l'avouer, fut assuré par l'opportun secours de la France. De tous les mobiles de l'intervention, c'est assurément le plus noble, le plus élevé. C'est aussi l'un des plus populaires. C'est pourtant, nous le verrons bientôt, celui qui comptera le moins, peut-être, dans le choix du mode d'intervention et l'orientation de la politique américaine après la guerre.

Guerre sous-marine.

Pierpont-Morgan et Cie: achat de la presse.

En observant toujours l'ordre de succession des événements, nous arrivons maintenant à la troisième cause de l'évolution: la guerre sous-marine. A certains égards, c'est la plus importante, puisque c'est celle qui a fourni le *casus belli* et provoqué la déclaration de guerre à l'Allemagne. Il ne faut pas oublier, néanmoins, qu'au début les principes invoqués par le gouvernement américain, au sujet de la liberté du commerce maritime, faillirent amener une rupture, non pas avec l'Allemagne, mais avec l'Angleterre. Dès l'automne de 1914, le gouvernement britannique, le premier, déclara le blocus maritime, déchira un bon coin du "chiffon de papier" qui s'appelait la Déclaration de Londres, et provoqua la première note de protestation du gouvernement américain. L'Allemagne répondit au blocus anglais par sa déclaration de guerre sous-marine. Au début, le gouvernement américain sembla accepter la théorie que cette mesure de représailles était justifiée par l'attitude de l'Angleterre.

C'est alors que la haute finance de Londres, d'accord avec ses agents américains et par leur entremise, entra en scène et jeta les bases d'une formidable organisation de publicité et d'éducation populaire en faveur de l'Angleterre *d'abord*, puis des autres alliés. Nous allons en suivre la trace constante et profonde, jusqu'à la déclaration de guerre. Nous la retrouverons particulièrement marquée dans le choix du mode d'intervention.

En février dernier, un député fédéral, M. Callaway, a donné, en plein Congrès, des précisions fort intéressantes sur les agissements de cette puissante camorra de milliardaires. En mars 1915, dit-il, Pierpont Morgan et ses associés convoquèrent douze hommes supposés capables de contrôler près de deux cents journaux — 179, précise M. Callaway. Entre les délégués du *quatrième état* et les maîtres de l'or qui domine tous les états, un traité fut tôt conclu. Il portait que vingt-cinq "organes de l'opinion publique", choisis comme les plus influents parmi les 179, livreraient à la camorra—moyennant finances, bien entendu— leurs colonnes de rédaction, pour tout ce qui concerne la politique étrangère, la guerre, et la "préparation" des Etats-Unis à y prendre part. Afin de s'assurer davantage de la fidèle exécution du marché, des rédacteurs *ad hoc* furent installés dans les bureaux des journaux *empatriotés* et se mirent à pétrir consciencieusement la pâte cérébrale de leurs millions de

lecteurs. Les brutalités allemandes furent mises en plein relief, l'héroïsme de la France exalté ; et, par-dessus tout, les bienfaits de l'Angleterre, protectrice des libertés du monde et du commerce américain, démontrés en toute occasion. Qu'on se rappelle, ici, la propagande du "patriotisme" anglo-français, à tant le pouce carré, pour faciliter le vote des \$35,000,000 promis par le gouvernement Borden au trust anglo-allemand ; qu'on se remémore tous les arguments de notre presse "loyale" et "patriotique", avant et depuis la guerre ; et l'on reconnaîtra facilement, à la similitude des procédés, l'origine et l'objet de cette campagne mondiale de la haute finance anglaise.

Torpillage du *Lusitania* — Démission de M. Bryan.

En mai 1915, le *Lusitania* était torpillé. L'émotion fut intense. D'aucuns affirmèrent qu'à ce moment l'opinion publique eût accueilli avec faveur une déclaration de guerre. Ce n'est pas si sûr que cela. La démission immédiate de M. Bryan, dont la popularité et l'influence, quoi qu'on en dise, restent considérables, aurait certainement provoqué une forte opposition. Les arguments convaincants dont il se servit, quelques jours plus tard, pour justifier son attitude contribuèrent d'autant plus à calmer l'indignation populaire qu'il fut bientôt connu qu'après la démission du secrétaire d'Etat, la note de protestation de son successeur, M. Lansing, avait subi de notables adoucissements. L'incertitude générale sur la nature de la cargaison du *Lusitania*, l'affirmation des Allemands qu'elle se composait en partie de contrebande de guerre et, de plus, que le vaisseau était armé, la promesse conditionnelle du gouvernement allemand de ne plus couler de navires sans avis et de veiller au sauvetage des voyageurs et des équipages — tout cela apparut, aux yeux d'un grand nombre, comme de suffisantes atténuations du crime. De tous les Américains avec qui j'ai causé, celui qui m'a affirmé avec le plus d'assurance qu'au moment du désastre, l'opinion était mûre pour la guerre, reconnaissait avec la même franchise qu'à peu de jours de là, la réaction était suffisante pour empêcher l'action du président. Ceci n'indique pas un sentiment très profond. La réaction fut d'autant plus marquée que, d'une part, les Allemands observèrent, quelque temps, les garanties conditionnelles données au président et que, d'autre part, les Anglais multiplièrent les recherches et les saisies maritimes et se mirent à intercepter les malles américaines afin d'y chercher la trace des intrigues allemandes aux Etats-Unis. A un certain moment, l'opinion américaine, exclusivement américaine, eût accueilli aussi favorablement une rupture de relations avec l'Angleterre qu'une prise d'armes contre l'Allemagne. Ceci pour l'opinion agressive. Quant aux pacifistes, ils étaient généralement disposés, comme leur chef virtuel, M. Bryan, à considérer les opérations anglaises et allemandes comme également vexatoires, comme une double conséquence de l'état de guerre, et qu'il valait mieux les prendre en patience que d'accroître le cataclysme en s'y précipitant.

Réélection de M. Wilson — Action de la finance anglo-américaine.

Tel était l'état général des esprits au moment de l'élection présidentielle de novembre. J'en ai analysé sommairement, pour les lecteurs du *Devoir*, le caractère et la portée: inutile d'y revenir¹. On ne saurait trop répéter, cependant, que la réélection du président fut, de l'aveu de tous les hommes sincères et avertis, un éclatant et péremptoire témoignage du désir du peuple américain d'éviter les dangers et le fardeau de la guerre. "*Vote for Wilson because he kept us out of the war*", tel était le *slogan* populaire des partisans de M. Wilson. Il lui a valu des centaines de mille votes.

Un détail curieux de cette élection, c'est le désarroi momentané qu'elle a causé dans la propagande des journaux affiliés à la junte de Wall Street, autant que dans la presse anglophobe ou germanophile. La manoeuvre prudente de M. Wilson et la tactique plus grossière mais non moins déconcertante de M. Hughes, déroutèrent également partisans et adversaires de l'intervention.

L'élection faite, la presse anglophile reprit son aplomb et sa campagne. Conduite par une direction unique et un dessein arrêté, de plus favorisée par les circonstances, elle montra infiniment plus de force et d'habileté que la presse anti-interventionniste, tiraillée en tous sens par les Irlandais anglophobes (eux-mêmes fractionnés en plusieurs groupes), les germanophiles et les pacifistes outranciers. Une solution devenait urgente. Pierpont Morgan et ses associés avaient souscrit, à titre d'*underwriters*, pour des centaines de millions valant de valeurs anglaises, françaises, etc. Mais ils n'avaient réussi à en placer qu'une fraction. Le reste leur restait sur les bras. Le bureau de contrôle des banques fédérales avait même interdit à ces institutions l'achat d'une trop forte proportion de valeurs étrangères. Seule une déclaration de guerre, immédiatement suivie de la levée de l'embargo sur les valeurs étrangères de provenance ententiste, puis d'une émission considérable de papier d'Etat, qu'il serait possible de substituer ou d'ajouter, comme garantie, aux titres d'emprunt des gouvernements de l'Entente, pouvait sauver de la banqueroute plusieurs des *underwriters*, peut-être même la puissante maison Morgan. La répercussion sur le marché de Londres aurait été formidable. En résumé, pour le maintien de la puissance économique de l'Angleterre, *il fallait que les Etats-Unis déclarent la guerre*. Qu'on ne perde pas de vue cet aspect de la situation: il domine tous les autres. M. Lansing y pensait-il lorsqu'il déclarait, au lendemain de l'invite à la paix formulée par le président: "Jamais nous n'avons été aussi près de la guerre"? Cette déclaration du secrétaire d'Etat, du principal adviseur du président, parut extraordinaire, folle même, aux yeux d'une foule de gens habitués à tout juger sans rien connaître. La suite des événements a démontré qu'au contraire cette brève note d'alarme était éminemment opportune.

¹ *L'élection de M. Wilson, — Devoir* du 15 novembre 1916.

Avec une remarquable intelligence de ses propres intérêts, et aussi de l'opinion américaine, le groupe de financiers anglo-américains, intéressé à précipiter les Etats-Unis dans le conflit, s'attacha presque exclusivement à la campagne sous-marine, celle des opérations de guerre de l'Allemagne qui menace le plus directement l'Angleterre. Pour combattre la réaction dont j'ai parlé il y a un instant, elle s'employa constamment à rejeter dans l'ombre les inconvénients du blocus anglais et les tracasseries de l'Amirauté britannique, et à mettre en pleine lumière l'aspect odieux des torpillages allemands. Presque chaque jour, elle évoquait les spectres flottants des noyés du *Lusitania*. Elle trouva même le moyen de répandre l'impression que l'interception des correspondances américaines par les autorités anglaises, qui avait si fort indigné les Américains, au début, constituait en réalité une mesure de protection pour les Etats-Unis : elle avait permis au gouvernement américain de découvrir les complots allemands contre la république. Cette tactique avait l'immense avantage de placer la discussion sur un terrain qui en appelait à la fois à l'intérêt et à la *sentimentalité* des Américains.

La reprise accentuée des opérations sous-marines et le torpillage de quelques navires américains apportèrent un regain de succès à cette propagande.

Derniers efforts pour la paix.

Avant de franchir le Rubicon, le président fit successivement deux démarches d'une extrême habileté, la seconde surtout. En décembre, il invita les belligérants à définir leurs exigences respectives. Puis, à quelques semaines de là, il exposa, devant le Congrès réuni, les conditions qu'il jugeait nécessaires pour assurer, non seulement la cessation des hostilités, mais encore et surtout une paix durable et l'accord futur des nations. Ce message au Congrès restera l'une des pièces maîtresses de la politique contemporaine.

Cette double démarche démontrait au peuple américain et au monde entier qu'avant d'entrer dans le sentier de la guerre, le chef de la grande république d'occident voulait épuiser tous les moyens de conciliation et tenter un effort suprême pour assurer la paix du monde autant que la sécurité de son propre pays. Le discours au Congrès, du 22 janvier, dénotait en outre un remarquable souci des conséquences possibles de l'entrée des Etats-Unis dans le conflit. En énumérant les conditions nécessaires de la paix et de l'ordre futur du monde, il laissait clairement entrevoir à tous, étrangers ou nationaux, alliés ou ennemis, que si les Etats-Unis étaient forcés d'entrer en lice, quel que fût le *casus belli*, ils combattraient pour des principes et des objets déterminés et s'efforceraient de faire triompher les uns et d'atteindre les autres, par les armes d'abord, puis dans la négociation des traités. Rarement, jamais peut-être, un chef d'Etat a montré un tel souci de ses responsabilités, une prévision si grande des conséquences de ses actes. C'est un acte de haute politique marqué au coin de la plus parfaite loyauté.

La révolution russe.

La dernière cause déterminante de la guerre, le coup décisif qui a rompu la digue, c'est la révolution russe. Qu'on ne s'étonne pas. J'ai parlé de la "religion démocratique" aux Etats-Unis. Elle est intense, touchante et grotesque à la fois, noble et sincère par certains côtés, perverse et fort dangereuse par quelques-uns de ses pontifes et des desseins qui les animent.

Aux Etats-Unis, la "démocratie" est une réalité vivante, avec ses avantages et ses inconvénients, ses séductions et ses mensonges. La masse y croit encore avec ferveur. Elle professe et pratique, ou du moins, croit pratiquer la maxime du "gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple". La multiplicité des fonctions électives, le succès retentissant de certains hommes, partis de rien pour atteindre aux plus hauts sommets de la hiérarchie politique, entretiennent l'instinctive et irréductible illusion que tout Américain possède en puissance un titre à l'élection présidentielle, sénatoriale, etc., — comme les conscrits de Napoléon portaient dans leur giberne le bâton de maréchal. Plus que partout ailleurs, la ploutocratie a mesuré ses chances de succès et tout ce qu'elle peut récolter de profits dans les aléas du régime électoral et la corruptibilité des politiciens de tout acabit. Enfin, dans les sphères plus hautes et plus restreintes, un bon nombre d'hommes d'Etat, de diplomates et de fonctionnaires ont subi de près, au cours de leur carrière, le dédain aristocratique des gouvernants et des diplomates de l'Europe. Je signale ce dernier trait; il a son importance, pour l'Angleterre surtout: de tous les Européens, ce sont les Anglais qui ont le plus souvent blessé la vanité susceptible des "parvenus" américains et des diplomates "en manches de chemise". Ceux-ci s'en souviendront le jour où le régime monarchique subira l'épreuve décisive, en Angleterre.

A ces éléments anciens, ou surgis du vieux fond national, il faut ajouter l'énorme appoint des révolutionnaires de tous les pays, accourus aux Etats-Unis, depuis 1848 surtout. De ces révolutionnaires étrangers, la Russie a fourni, ces années dernières, la plus grosse part.

Cette conjonction de forces et d'influences, de préjugés, d'intérêts et de sentiments, suffit à expliquer la haine constante, croissante même, de l'autocratie, de la monarchie et des vieux régimes. Tant que le gouvernement des Tsars a subsisté, des millions d'Américains auraient hésité à départager les belligérants. J'écrivais, récemment, que si l'on apprenait, un jour, que le gouvernement américain a fait du renversement du Tsar la condition de l'entrée des Etats-Unis dans la guerre, il ne faudrait pas s'en étonner outre mesure¹. Ceci ne veut pas dire que M. Wilson a ordonné la révolution et que ses représentants à Péetrograd y ont prêté la main. Mais ce dont je suis absolument persuadé, c'est que, tant que le Tsar a régné, le peuple américain n'a pu se résoudre à voir dans la coalition des Alliés les "champions de la démocratie". Si l'on accepte la théorie que la finance anglo-américaine avait besoin de l'entrée des Etats-Unis dans la guerre, on peut, sans trop forcer la note, pré-

¹ Après la guerre, la révolution, II, — Devoir du 24 avril 1917.

sumer que les mêmes influences d'argent qui ont fait le siège de l'opinion américaine ont porté un intérêt *pratique* aux agissements des révolutionnaires de Pétrograd. Ce n'est pas sans réflexion que le plus fidèle porte-parole de la ploutocratie impérialiste au Canada, le *Star*, a pu écrire, au lendemain de la révolution, que les gouvernements anglais et français avaient probablement aidé à son succès. Ce n'est pas pour faire une simple phrase à effet que le "dictateur" de l'Empire, M. Lloyd George, a télégraphié aux révolutionnaires russes qu'ils avaient rendu à la cause des Alliés "le plus signalé des services".

Haine des monarchies — Influence des loges.

Quoi qu'il en soit, la révolution russe a été comme le torrent qui a emporté les dernières hésitations américaines. Comme l'on sait, de tous les chefs d'Etat le président des Etats-Unis a été le premier à reconnaître officiellement le nouveau gouvernement révolutionnaire.

Le plus pondéré des Américains que j'ai rencontrés depuis un an, jurisconsulte de haute valeur, qui a occupé quelques-unes des plus hautes fonctions de l'Etat, à l'intérieur et à l'étranger, me disait à ce sujet: "La révolution en Russie a été le facteur décisif de notre entrée dans la guerre. Enfin, s'est dit le peuple américain, nous pouvons nous dire qu'en prenant les armes contre l'Allemagne nous combattons vraiment pour la démocratie!" Puis, d'emblée, sans attendre une seconde interrogation, il ajoutait: "Et soyez certain qu'avant que nous mettions bas les armes, William Hohenzollern et Charles Hapsbourg auront pris le même chemin que Nicolas Romanoff!" Notez que l'homme qui parlait ainsi, les yeux flamboyants, la face congestionnée, est, par tempérament, par habitude, par culture, ce que les Anglais et les Américains appellent un *judicial mind*. Dans la politique américaine, il est tenu pour un conservateur, voire un réactionnaire. Que penser des autres?

A cent lieues de là, un homme également éminent, quoique moins en vedette, d'une culture plus haute encore, d'une extraordinaire douceur de tempérament, d'une rare modération d'esprit, pacifiste convaincu, me répétait presque textuellement les mêmes paroles. "Mettez-vous bien ceci dans l'esprit", s'écria-t-il tout à coup, avec une passion extraordinaire: "Jamais Woodrow Wilson n'apposera sa signature à un traité de paix qui portera les noms de William Hohenzollern et de Charles Hapsbourg!" Je voulus lui objecter le paragraphe du discours du 22 janvier, où M. Wilson indiquait comme l'une des conditions essentielles de la "société des nations", l'interdiction à chaque Etat de fomenter la révolte dans les autres pays; j'y ajoutai les déclarations de M. Asquith sur la liberté de chaque nation, grande ou petite, de vivre sa propre vie — déclarations virtuellement répétées par M. Wilson lui-même. "De quel droit", conclusai-je, "le président des Etats-Unis imposerait-il aux Allemands le gouvernement de ses prédilections? Tolérerait-il qu'un gouvernement étranger dictât au peuple américain la forme et les conditions de sa vie nationale?" — "Ce n'est pas logique, je l'avoue; mais", ajouta-t-il avec un fin sourire, "M. Wilson n'impose pas ses vues au peuple allemand; il se borne à lui dire à quelle condition le gouvernement américain, provoqué par l'Allemagne, fera la paix. Cette paix, nous ne

voulons pas la faire avec les rois parce que nous n'avons pas confiance dans leur parole, et parce que nous croyons que le maintien des monarchies est incompatible avec l'ordre nouveau dont M. Wilson, dans son discours du 22 janvier, a tracé les grandes lignes." Ce raisonnement et ce sourire m'ont démontré que les Américains modernes n'ont pas renoncé aux ressources de l'antique casuistique protestante. Je me suis rémémoré la *consultation* théologique de Luther expliquant à Philippe de Hesse comment il peut prendre deux femmes sans blesser la morale évangélique. J'en ai conclu, aussi, qu'en faisant, dans son message de guerre, une distinction si nette entre le Kaiser et le peuple allemand, le président n'avait pas, lui non plus, écrit une simple phrase à effet.

Depuis un an, j'ai rencontré un grand nombre d'Américains de toutes les classes, de tous les partis, de toutes les écoles. Sur *un seul point*, je les ai trouvés d'accord ; c'est celui-ci : "Si nous entrons en guerre," — les uns la voulaient, les autres non — "nous ne ferons la paix que lorsque tous les trônes de l'Europe seront tombés et l'universelle démocratie établie." Quelques-uns faisaient une exception pour le roi d'Angleterre, "*because he is a mere figure head*". C'est à peu près la réponse de la *Gazette* à l'extraordinaire manifeste de H. G. Wells. Je doute fort de l'efficacité de ce plaidoyer. Les institutions qui ne trouvent, dans la bouche de leurs propres défenseurs, d'autre justification que leur inutilité n'ont guère de chances de survie ¹.

Si cet état d'esprit n'était que celui de la masse américaine, elle n'aurait peut-être pas d'influence immédiate sur le sort des monarchies européennes. Mais, on l'a vu, c'est l'opinion commune du peuple et des dirigeants de toutes les écoles, de tous les partis. C'est, je crois, l'opinion très arrêtée du président. A certains égards, M. Wilson est un pur doctrinaire. Il possède, de plus, — il l'a prouvé — une singulière et persévérante énergie dans la poursuite de ses desseins. Enfin, ce qui est beaucoup moins connu, c'est un ambitieux, un très grand ambitieux. Il veut laisser un nom dans l'histoire. Il n'aurait pas été fâché de s'y faire inscrire comme "pacificateur" de l'Europe et du monde. Il caresse, avec une passion plus profonde peut-être, l'espoir de passer à la postérité comme le démolisseur des trônes et l'ordonnateur de la démocratie universelle. Ce rôle lui sourit d'autant plus qu'à l'exemple de beaucoup d'autres il est très féru de l'illusoire conviction que

¹ Depuis que ces lignes ont été écrites, la *New Republic* (de New-York, numéro du 19 mai) a publié un article de M. Wells, intitulé : "*The future of Monarchy*." Sous couleur de désir de sauver la monarchie anglaise, c'est la thèse la plus perfidement propre à créer aux États-Unis un courant irrésistible en faveur de l'établissement d'une république en Angleterre. Je me borne à en citer ces passages caractéristiques :

"*After 1871, a constellation of quasi-divine Teutonic monarchs, of which the German Emperor, the German Queen Victoria, the German Czar, were the greatest stars, formed a caste apart, intermarried only among themselves, dominated the world. . .*"

"*No peace with the Hohenzollern is a cry that carries with it the final repudiation of emperors and kings. . .*"

Plus loin, il affirme l'existence "*of an enormous amount of republican talk in Great Britain at the present time*"; et il attribue ce sentiment au soupçon grandissant que la monarchie anglaise conspire avec les autres monarchies contre les républiques alliées. On sait que c'est à l'aide de cette thèse que les gouvernements français et anglais ont fait ou laissé expliquer l'appui secret qu'ils ont donné à la révolution russe.

la démocratie universelle est le plus sûr garant de la paix mondiale. Quand, la paix faite et peut-être avant, il se mettra à l'oeuvre, il n'aura pas de peine à se faire suivre des chefs de l'Angleterre "démocratique", de la France "des Droits de l'homme", de la Russie révolutionnaire. Les rois peuvent s'apprêter à déménager.¹

Dans une précédente étude, j'ai noté le rôle des loges maçonniques dans la révolution qui se poursuit. On ne saurait l'ignorer aux Etats-Unis, la patrie par excellence des sociétés secrètes. Avant la révolution russe, les loges étaient apparemment hésitantes. Depuis le triomphe des "frères" de Russie, il semble que l'accord se soit fait. De là, je crois, — entre autres causes — l'empressement que tant de républiques latines ont mis à rompre avec l'Allemagne, à l'instigation des Etats-Unis. C'est la première fois, dans l'histoire des deux Amériques, que tant de nations sud-américaines s'empressent de répondre à l'appel du chef de la grande république anglo-saxonne. D'ordinaire, elles se méfient davantage. Cette volte-face est d'autant plus étrange que, jusqu'à ce moment, les républiques latines avaient tenu à marquer leur neutralité absolue dans le conflit européen. L'on n'ignore pas que, dans plusieurs de ces pays, la franc-maçonnerie exerce une influence considérable.

¹ Le *Gaulois* du 28 avril, arrivé à Montréal ces jours derniers, nous apporte une grave et significative confirmation de ces pronostics. Il résume, d'après le *Morning Post* (de Londres), les décisions arrêtées entre le président Wilson et M. Balfour, ministre des Affaires étrangères à Londres et chef de la délégation anglaise à Washington.

"Dans leurs entretiens," dit le *Gaulois*, "M. Balfour n'a pas parlé de traité d'alliance; de même que le président Wilson n'a pas offert de signer un engagement quelconque:

"Mais — ajoute le correspondant [du *Morning Post*] — l'accord est complet entre les deux personnalités. M. Wilson a particulièrement insisté sur ce point qu'aucune paix ne sera conclue, ni avec les Hohenzollern, ni avec personne ayant des attaches avec eux, parce que le peuple américain tout entier est fermement convaincu que, "pour le maintien et le développement de la civilisation, tout ce que représente le nom de Hohenzollern doit être exterminé."

A qui s'applique ces paroles: "ni avec personne ayant des attaches avec eux," si ce n'est à la famille royale d'Angleterre, plus intimement apparentée aux Hohenzollern que toute autre monarchie d'Europe? Si l'on en doute, qu'on lise l'article de H. G. Wells, cité dans la note précédente.

A noter que le *Gaulois* est, en France, l'organe du royalisme accommodant; que le *Morning Post* est, en Angleterre, le *nouthpiece* du torysme traditionnel dont M. Balfour est le chef incontesté; et, surtout, que la censure anglaise et la censure française ont laissé passer ces deux notes sans leur faire subir la moindre coupure. Les chefs politiques, à Londres, à Paris et à Washington, se seraient entendus pour jeter "Georges Hanovre" par-dessus bord, à la première occasion favorable, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement pour y préparer l'opinion.

² Après la guerre, la révolution, III, — Devoir du 25 avril 1917.

III

MOTIFS ET OBJETS DE L'INTERVENTION.

Pensée personnelle de M. Wilson.

En commençant cette étude, j'avais songé à consacrer un chapitre spécial à l'analyse des *motifs* de l'intervention américaine, ou, plus exactement, des *objets* pour lesquels les Etats-Unis vont se battre. Mais je m'aperçois qu'en recherchant les causes qui ont amené un grand nombre d'Américains, partisans de la paix, à accepter la déclaration de guerre, j'ai virtuellement indiqué les objets de l'intervention autant que les motifs subjectifs qui ont entraîné le président et la nation. Il suffit maintenant d'en résumer l'énumération en tenant compte surtout de la pensée du président Wilson. C'est lui qui, vraisemblablement, décidera de la politique de guerre des Etats-Unis, comme il a dirigé leur politique de paix et de neutralité.

Théoriquement, les Etats-Unis n'ont déclaré la guerre à l'Allemagne qu'à cause du torpillage des navires américains par les sous-marins allemands. En rigoureuse logique, ils devraient donc se tenir disposés à faire la paix dès que l'Allemagne se déclarerait prête à leur donner raison sur ce point. Mais les Alliés n'ont pas à redouter cette éventualité. D'abord, il est peu probable que l'Allemagne cède aux justes exigences des Etats-Unis: elle s'y est refusée avant la déclaration de guerre du président, tout en sachant très bien que cette déclaration serait la conséquence inévitable de son refus. Mais il y a plus que cela. Ainsi que je l'ai indiqué précédemment, lorsque M. Wilson a prononcé son discours du 22 janvier, il *savait* la guerre inévitable. Sans la provocation des attaques sous-marines — motif *national*, égoïste si l'on veut, de l'intervention — le président n'aurait vraisemblablement pas déclaré la guerre. Mais la guerre une fois déclarée, pour le motif d'intérêt national, le président reprend son programme tout entier. C'était son programme de paix; ce devient son programme de guerre. On peut donc dire que le discours du 22 janvier contient l'énumération complète des *objets* pour lesquels les Etats-Unis se battent — réserve faite des modifications apportées à ce programme par le message de guerre. Les articles de ce *pronunciamento*, on s'en souvient, peuvent se ramener à quelques propositions concrètes: pas de conquêtes, liberté de chaque nation de se gouverner à sa guise, libre assuagement des peuples à la forme de leurs gouvernements respectifs, liberté des mers, limitation des armements, substitution d'un accord international au système des coalitions rivales. Je supprime à dessein celui de ces articles qui a suscité

i
c
i
c
t
c
P

g
d
P
in
bl
ce
a
va
ce
sy
Fr
jou
de
rôl
de
av
j'ai
tou
c'e
la
ma
dip

cipa
en g
reno

Lorr.
"pai
de la
Great
mule
jusqu
prop
le cot
Lord
lorsqu
rati
attent
Franc

le plus de protestations dans les pays aujourd'hui alliés aux Etats-Unis et dans la presse qui porte aux nues l'homme d'Etat qu'elle vilipendait il y a trois mois à peine. Cet article, c'est la "paix sans victoire". Il est encore difficile de déterminer dans quelle mesure le chef de la nation en guerre restera fidèle à ce *dictum* de l'arbitre de la paix. En tout cas, nous le retrouverons lorsque nous examinerons les conséquences probables de l'intervention américaine.

"Affranchissement" des peuples.

Sur l'affranchissement des "petites nationalités", dont on fait si grand état dans les pays alliés et chez nous, le président a toujours été d'une extrême sobriété. Son discours du 22 janvier ne parlait que de la Pologne. La révolution russe va sans doute faciliter la libération de cet intéressant pays. Et encore ! Une récente dépêche de Pétrograd semble indiquer que la Russie révolutionnaire n'est pas toute prête à renoncer aux avantages substantiels de la victoire¹. De la Belgique, M. Wilson a sans doute jugé que sa complète restauration est toute décidée d'avance. Ce n'est pas, d'ailleurs, la concession la plus difficile à faire accepter aux Allemands eux-mêmes. Mais l'Alsace-Lorraine ? Le silence systématique des Anglais et des Américains, sur ce point capital pour la France, est de mauvais augure². Espérons que la France ne sera pas jouée par ses alliés, comme elle l'a été en d'autres occasions — à la suite de la guerre de Crimée, par exemple. Et l'Irlande ? C'est ici que le rôle de l'influence anglaise devient décisif. La démarche directe de deux cents *congressmen* auprès du gouvernement britannique paraît avoir été assez mal accueillie dans la presse de Londres. Et pourtant, j'ai tout lieu de croire que l'initiative de cette démarche est de source toute anglaise, et même de source officielle. Le danger, pour l'Irlande, c'est que le gouvernement américain n'intervienne en sa faveur que dans la juste mesure où le gouvernement britannique le trouvera utile à ses manoeuvres parlementaires, et dans les termes mêmes que dictera la diplomatie anglaise. On a là un indice frappant de l'emprise des in-

¹ Cette dépêche, en date du 26 avril et publié dans la *Gazette* du 30, faisait principalement allusion à la question de Constantinople; mais elle mettait les Américains en garde, généralement, contre l'idée préconçue que la Russie républicaine est prête à renoncer à toute conquête.

² Depuis que ces lignes ont été écrites, Lord Robert Cecil a dit un mot de l'Alsace-Lorraine, dans le discours qu'il a prononcé le 16 mai afin d'expliquer le programme de "paix sans annexions et sans indemnités" du nouveau gouvernement russe. Parlant de la Pologne, de l'Alsace-Lorraine et de l'Italie irrédentiste, il aurait dit: "*Could Great Britain commit herself to a policy of non-annexation in these cases?*" Cette formule interrogative n'est guère compromettante. Du reste, Lord Robert Cecil a joué, jusqu'ici, dans le Cabinet de Londres, le rôle d'attacheur de grelots. Il formule les propositions extrêmes, que le gouvernement se réserve d'adopter ou de rejeter, selon le courant de l'opinion publique. Ce rôle est traditionnel dans la politique anglaise. Lord Palmerston l'a joué en maintes circonstances, souvent avec succès; mais, en 1851, lorsqu'il adhéra au Coup d'Etat de Louis Napoléon, il y laissa sa tête. Cette déclaration de Lord Robert, loin d'être rassurante, devrait plutôt éveiller la vigilante attention de ceux qui croient à la légitimité de la reprise de l'Alsace-Lorraine par la France.

fluences anglaises à Washington. Ce résultat est d'autant plus probable que les Irlando-Américains, irrémédiablement divisés, sont devenus incapables d'exercer une action décisive sur leur gouvernement.

Objets "nécessaires" ou "désirables."

Quant aux autres articles du programme du président, jusqu'à quel point est-il prêt à exiger leur adoption par le congrès qui règlera les conditions d'après-guerre? En d'autres termes, quels sont les objectifs *vrais* de l'intervention américaine, ceux pour lesquels le président luttera jusqu'au bout? M. Wilson, je l'ai noté, est un opiniâtre, mais un opiniâtre intelligent. "C'est un véritable autocrate," me disait l'un de ses fervents admirateurs; — en quoi il ressemble à beaucoup d'autres champions de la démocratie et du "libre consentement des gouvernés". Il a aussi prouvé qu'il possède à un rare degré les qualités de persuasion et de patience qui lui permettent d'amener à ses vues les chefs d'opinion et les masses populaires, dans son pays ou ailleurs. Tout de même, son pouvoir est limité; et il est assez *pratique* pour savoir proportionner ses exigences à l'étendue de son pouvoir. D'ores et déjà, l'on peut être certain qu'il a départagé, dans son esprit, les conditions de paix qu'il se propose d'*exiger* et celles qu'il se bornera à *proposer*, résigné d'avance à y renoncer s'il ne peut amener les gouvernements des autres puissances à y consentir.

Quelqu'un qui connaît bien le président, sinon sa pensée, appelait cela les conditions *nécessaires* et les conditions *désirables*. M. Wilson, présumait-il, classe dans la première catégorie, — celle des conditions *nécessaires* — la liberté des mers, telle qu'interprétée dans ses notes à l'Angleterre et à l'Allemagne, l'accord international et la *démocratisation des gouvernements*. A la suite de mon interlocuteur, j'insiste sur le dernier point: il corrobore ce que j'ai dit précédemment de la passion démocratique de M. Wilson et de tous les Américains. Dans la seconde catégorie, — celle des objets simplement *désirables* — il rangerait à peu près tout le reste, *y compris la libération de la Belgique et des autres "petites nationalités"*, et toutes les revendications de territoire ou rectifications de frontières. Comme je m'étonnais de cette prédominance de théories abstraites, fort discutables, sur des faits concrets, sur des injustices patentes ou des spoliations odieuses, je reçus cette réponse: "Le président juge que le plus important est de tarir la source du mal, et d'empêcher de nouvelles guerres, de nouvelles spoliations, de nouvelles injustices. Ce résultat primordial ne peut s'obtenir que par le renversement des autocraties et le triomphe de la démocratie universelle. Ceci fait, il sera facile de remédier aux injustices présentes ou passées. Sans doute, s'il est possible d'obtenir immédiatement la réparation de ces injustices, le président s'y efforcera; mais il ne sacrifiera pas l'accessoire au principal."

Quoi que l'on pense de cette thèse, elle suffit à démontrer que je n'avais pas tort de qualifier M. Wilson de doctrinaire. Elle n'est pas de nature à fortifier les espérances des peuples opprimés. Déjà l'Angleterre a démontré qu'elle n'est guère pressée de libérer l'Irlande. En France

même, on a mis une sourdine aux appels en faveur de la Pologne. Il ne faudra pas trop compter sur l'affranchissement de toutes les "petites nationalités", même si leurs champions sont vainqueurs. Ils aviseront tout d'abord à leurs propres intérêts. On ne saurait les en blâmer — pourvu qu'ils ne dépassent pas la mesure — ; mais on aurait tort d'entonner trop tôt le cantique de la délivrance des peuples. Il devient de plus en plus apparent que ce que les champions de la "liberté" entendent par "l'affranchissement des peuples", c'est beaucoup moins la rupture des liens injustement imposés par les nations puissantes aux nations faibles que le renversement des trônes et le chambardement des monarchies. Tout "démocrate hérétique" que je suis, paraît-il, ce programme et cette perspective ne m'enthousiasment nullement.

MODE ET VALEUR DE L'INTERVENTION.

Les "bêtises" de l'Angleterre.

Étudions maintenant la *mode* d'intervention des Etats-Unis.

De quelle manière les Américains vont-ils combattre les Allemands ? Par quelles mesures le gouvernement et le Congrès vont-ils exécuter leur dessein de poursuivre la guerre jusqu'au triomphe des objets *nécessaires*, qu'ils poursuivent ?

Tout d'abord, qu'on se convainque bien d'une chose : les Etats-Unis ne feront pas la guerre à moitié. Le mot d'ordre du président : "Nous emploierons *toutes les ressources* du pays pour nous assurer la victoire", va s'exécuter à la lettre. Maintenant qu'ils ont franchi le Rubicon, les Américains ne s'arrêteront pas à mi-chemin. De leurs ascendances anglaises, ils ont gardé la qualité dont les Anglo-Saxons se glorifient à juste titre et qu'ils désignent d'un mot brutal et significatif : *doggedness*. Au contact des nombreux éléments étrangers qui se sont ajoutés au vieux fond de race anglaise, ils ont acquis une clarté d'esprit et une célérité d'exécution qui font généralement défaut à leurs cousins d'outre-mer. Avec l'usuelle franchise qui lui vaut le pardon de fautes nombreuses, M. Lloyd George disait récemment aux Américains : Votre tardive entrée dans la mêlée comporte un avantage précieux pour vous et pour nous ; vous allez pouvoir profiter de nos bêtises (*blunders*), en les évitant ; et Dieu sait "*que nous les avons toutes commises !*" A cette boutade du "dictateur", un correctif s'impose : fussent-ils entrés en guerre le même jour que les Anglais, les Américains n'auraient pas commis *toutes* les bêtises ; et surtout, ils auraient manœuvré beaucoup plus rapidement que les Anglais. J'ose prédire que, moins préparés encore que l'Angleterre ne l'était au début, les Etats-Unis vont faire, en trois mois, plus que la Grande-Bretagne n'avait accompli au bout de la première année de la guerre.

Le lendemain du jour où le Congrès a ratifié la déclaration de guerre du président, il a été saisi d'une série de projets de loi qui témoignent à la fois d'un grand sens pratique et d'une étude approfondie de tous les aspects et de toutes les exigences de la situation intérieure et extérieure. (Preuve additionnelle, notons-le en passant, de la conviction déjà ancienne du président et de ses ministres que la guerre était inévitable.)

Les "expériences" du Canada.

Un Canadien, un ministre, si je ne me trompe, a fait observer que le gouvernement américain a pu profiter de nos "expériences". Ce brave homme eût mieux fait d'imiter la crâne modestie du premier ministre de la Grande-Bretagne. Comme célérité d'action, le gouvernement canadien a certainement damé le pion aux autorités britanniques. Mais en fait de "bêtises", de grosses bêtises surtout, nos ministres n'ont rien à envier à leurs maîtres de Londres. Ils n'ont peut-être pas commis *toutes* les bêtises anglaises : mais ils en ont commis de pires. Et, surtout, ils n'ont rien fait, rien tenté, pour réparer ou atténuer leurs gaffes les plus désastreuses. On peut être sûr que le gouvernement américain ne suivra pas cet "exemple".

En huit jours, le président et le Congrès ont pris des mesures énergiques et radicales pour prévenir des abus qui existent ici depuis deux ans et demi — abus qui vont même en s'aggravant — et pour résoudre des problèmes vitaux auxquels nos ministres et nos législateurs n'ont pas encore touché.

D'abord, les deux gouvernements sont partis de points initiaux radicalement opposés. L'emploi de "toutes les ressources" *nationales* pour assurer la victoire *nationale* — victoire militaire et victoire économique — : tel est le programme initial du président. "Mettre le Canada en banqueroute, pour aider la mère-patrie", c'est-à-dire un pays qui n'est pas le nôtre, tel est le mot d'ordre de la trahison nationale, donné dès le début par l'un de nos ministres. Et le parlement tout entier, *rouges* et *bleus*, s'est appliqué avec un soin remarquable à le rendre aussi réel que possible.

Dans l'application concrète, je me borne à signaler le contraste sur deux ou trois points capitaux.

Conscription "sélective" — Résistance économique.

Malgré la répugnance innée des Américains de toute catégorie pour le service militaire obligatoire, les membres du Congrès, à une forte majorité, n'ont pas hésité, sur les instances du gouvernement, à voter dès le début une loi de conscription *sélective*. Ils ont compris que c'était le seul moyen pratique et équitable d'organiser une armée effective, tout en réduisant au minimum les dangers de désorganisation économique. Tous les Américains que j'ai rencontrés, tous les journaux que j'ai lus, pacifistes ou interventionnistes, sont d'accord pour condamner l'enrôlement, si faussement appelé "volontaire", qui se pratique ici : l'enrôlement par le *chantage*, l'intimidation, la séduction, les grotesques réclames de *cirque*, sans aucun égard aux exigences de l'agriculture et des industries aussi essentielles à la victoire que le grand nombre de soldats.

Deux jours après la déclaration de guerre, le président faisait *défendre* aux fonctionnaires de l'Etat, aux employés des chemins de fer et télégraphes, etc., de s'enrôler même volontairement. Ici, dans plusieurs ministères et dans nombre de fabriques ou de maisons de commerce, on *force* les employés à s'enrôler, sans tenir compte des exigences de l'ad-

ministration ou de l'industrie, non plus que de la compétence ou des charges particulières des "volontaires"; et on les remplace, ou l'on promet de les remplacer, par des soldats réformés, sans tenir compte de l'aptitude de ceux-ci à remplir les fonctions civiles qu'on leur confie.

Ici, c'est le triomphe du militarisme sous sa forme la plus dangereuse et la plus bête. Là-bas, c'est l'assujettissement de l'organisation militaire aux intérêts suprêmes de la nation.

Dans l'ordre économique, les autorités de Washington et plusieurs des gouvernements d'Etat ont déjà pris, pour activer la production agricole, des mesures pratiques qu'aucun de nos corps publics n'a encore songé à appliquer. Et tandis qu'au début de la guerre, nos modestes suggestions restèrent isolées et nous valurent même les injures et l'opprobre de la meute des "patriotards", la presse américaine — jingo, modérée ou pacifiste — est remplie d'articles et de lettres remarquables, consacrés à l'étude de cet aspect vital de la situation. Loin de s'en indigner et de les faire dénoncer par des journaux vendus et des *gueulards* au patriotisme verbeux et facile, les pouvoirs publics en profitent pour fortifier l'armature économique du pays.

Il serait facile de pousser la comparaison plus loin. Ces quelques exemples suffisent à démontrer toute la différence qui sépare la mentalité et les agissements d'une nation majeure, consciente de sa dignité, de ses devoirs et de sa force; et la légèreté d'une nation-enfant, d'un peuple en lisière, soucieux de plaire à ses maîtres avant de pourvoir à sa propre sécurité, et incapable d'agir — bien qu'il en ait le droit incontestable et reconnu depuis cinquante ans — sans la direction et le mot d'ordre d'un pouvoir étranger. En d'autres termes, c'est toute la différence, dans leur application concrète à la solution des problèmes vitaux de la nation, entre le nationalisme et le colonialisme.

Ces observations préliminaires n'ont d'ailleurs pas pour objet principal d'établir une comparaison désavantageuse entre l'attitude et la conduite des gouvernants des deux pays. Elles étaient nécessaires pour bien établir la base du mode ou des divers modes d'intervention que les Etats-Unis vont probablement adopter.

Guerre par les armes et par l'or — Partisans de la "grande armée."

Du jour où la guerre est apparue comme inévitable, la première question qui s'est posée dans tous les esprits, c'est celle-ci: Que faire? Tout d'abord, et c'est par là que l'attitude des gouvernants et du peuple américains diffèrent le plus des nôtres, tout le monde est tombé d'accord sur la nécessité de n'affaiblir en rien l'armature économique du pays. Mais, ceci réglé, et la guerre déclarée, deux courants contraires se sont immédiatement dessinés: l'un, favorable à l'organisation rapide d'une grande armée, à la mobilisation complète de toutes les forces utilisables, *available*, de terre et de mer; l'autre s'est porté vers l'organisation des armes économiques d'attaque et de défense. En d'autres termes, les uns veulent combattre les Allemands sur les champs de bataille, les autres

veulent les réduire par la famine et par la puissance de l'or américain mis au service des Alliés.

Dans les sphères dirigeantes, on dit: *Both ways*. C'est vraisemblablement ce qui va se produire. Mais comme il y a tout de même une proportion à déterminer, la lutte entre les partisans de la guerre armée et les tenants de la lutte économique est loin d'être terminée. En toute probabilité, elle va durer jusqu'à la fin de la guerre, même dans les régions officielles. C'est ici que plusieurs des germanophiles et des adversaires de l'intervention comptent prendre leur revanche.

A première vue, l'on serait tenté de croire que les *sympathiseurs* de l'Allemagne vont s'efforcer de paralyser l'effort militaire. C'est plutôt le contraire qui est vrai. Selon les renseignements que j'ai pu recueillir — beaucoup moins précis, parce qu'indirects, que mes informations de provenance interventionniste — leur calcul serait celui-ci. Quoi qu'il fasse, le gouvernement ne peut organiser une grande armée, l'équiper et la discipliner sans y mettre un temps considérable. Cet effort affaiblira nécessairement la production économique du pays et absorbera, au profit de l'armée américaine, inutilisable avant un an, une immense quantité d'armes et de munitions qui vont aujourd'hui aux armées de l'Entente. Pour transporter cette armée en Europe, il faudra un très grand nombre de navires ou de nombreuses traversées. Tout cela absorbera énormément d'argent. Or, ce dont les ennemis de l'Allemagne ont le plus besoin, ce sont des vivres, des armes, des munitions, des navires et de l'or. Donc, en poussant à l'organisation d'une armée puissante, nous affaiblissons pour l'instant la coalition antigermanique, avec des chances que la guerre se termine avant que l'armée américaine ne soit prête à combattre.

Ce calcul, on le voit, est assez ingénieux. Il explique, plus qu'on ne le croit, les clameurs d'un bon nombre de "patriotes" à outrance. Comme dans toutes les démocraties, on veut hurler avec les loups. De là cette forme de loyalisme hypocrite qui se traduit par des professions de foi absolument contraires aux sentiments intimes. Beaucoup de ceux qui crient à s'égosiller: à bas l'Allemagne! font en secret des vœux pour son triomphe; et ils y travaillent en fouettant l'orgueil national, en criant sur les toits: 'La grande république américaine se doit à elle-même de mettre sur pied une armée digne de sa puissance et de sa grandeur. Les Américains doivent aspirer à un rôle plus noble que celui de banquiers, d'épiciers et de charcutiers, pourvoyeurs d'or et de vivres pour les nations d'Europe.' Il en résulte ce spectacle étrange de la conjonction des partisans sincères mais exaltés de la guerre à outrance contre l'Allemagne et des ennemis les plus invétérés de la France et de l'Angleterre, pour réclamer tout d'abord l'organisation d'une grande armée¹.

Dès la première heure, le président et le Congrès ont déjoué sur un point les calculs des obstructionnistes, en mettant deux milliards à la disposition des gouvernements alliés. Réussiront-ils à éviter les autres pièges de partisans de l'Allemagne? L'avenir le dira.

¹ Dans un article publié le 8 février 1917 — *Les Etats-Unis et la guerre, III* — j'avais signalé cette éventualité probable.

Exigences des Alliés — La part du Lion.

Mais ce qui est plus intéressant encore, à mon avis, c'est l'influence des Alliés ou de leurs représentants sur les décisions du gouvernement américain. Il ne faudrait pas croire que cette influence est une et indivisible. Ce qui a transpiré des *conversations* de la délégation anglo-française avec les autorités de Washington suffit à marquer les dissidences actuelles, à faire pressentir les tiraillements futurs. C'est même à tort que je viens d'écrire: "*la délégation anglo-française*". Il faut dire: la délégation anglaise et la délégation française. Elles sont distinctes dans leurs objets autant que par leur personnel. Le chef virtuel de la délégation anglaise, ce n'est pas M. Balfour, c'est lord Cunliffe, gouverneur de la Banque d'Angleterre. Pendant que le "papa" Joffre promène sa moustache grise de New-York à Montréal, de Boston à Chicago, et se fait acclamer des foules, lord Cunliffe reste à Washington et fait des "affaires". Les Anglais sont arrivés les premiers: c'est emblématique; ils partiront les derniers. Qu'après leur départ, M. Jusserand travaille plus ou moins habilement que sir Cecil Spring Rice, rien ne sera changé. Ce qui était, ce qui est, ce qui restera, c'est Pierpont Morgan et compagnie, ou plutôt la finance anglaise. Que le syndicat Morgan s'efface, comme on le fait pressentir, la finance anglaise sera encole là, *in person or by proxy*.

Cette influence, elle s'est traduite dans la première mesure de guerre votée par le Congrès: l'émission de deux milliards en faveur des Alliés. Elle se fera sentir jusqu'au bout.

Dès que le projet de cette gigantesque et généreuse *appropriation* d'argent pour les Alliés fut connue, la pensée qui surgit spontanément dans la plupart des esprits et se traduisit dans un grand nombre de journaux, c'est celle-ci: '*Donnons un milliard à la France. C'est l'équivalent de l'indemnité payée à la Prusse en 1872*'; et l'on ajoutait, par un joli sentiment de délicatesse: '*C'est le tardif remboursement de ce que la France a dépensé pour notre propre liberté, il y a plus d'un siècle.*' Que la France eût accepté le *cadeau*, c'est peu probable. Mais quel ne fut pas l'étonnement général, lorsqu'il fut connu que la première "tranche du melon", deux cents millions, allait au plus riche des pays alliés, l'Angleterre! Le lendemain, on annonçait que la France et l'Italie auraient bientôt leur part. Puis, à deux ou trois jours de là, arrivait la nouvelle stupéfiante qu'une seconde portion *plus considérable que la première* serait d'abord servie à l'Angleterre.

..... le lion par ses ongles compta;
Et dit: Nous sommes quatre à partager la proie.
Puis en autant de parts le cerf il dépeça;
Prit pour lui la première en qualité de sire:
Elle doit être à moi, dit-il; et la raison,
C'est que je m'appelle lion:
A cela l'on n'a rien à dire.
La seconde, par droit, me doit échoir encor:
Ce droit, vous le savez, c'est le droit du plus fort.

.....

La dépêche qui annonçait le second *partage*, heureusement modifié depuis, ajoutait ce bref commentaire: "Le premier lot attribué à l'Angleterre se liquide *ici* à raison de huit millions par jour." La maison Morgan et ses multiples satellites doivent se sentir singulièrement soulagés; ils ont remporté la première "victoire" économique.

Des vivres pour l'Angleterre, des soldats pour la France.

La même supériorité de l'influence anglaise se manifeste dans les préparatifs de guerre. Le maréchal Joffre et M. Viviani ont suggéré l'envoi immédiat d'un noyau d'armée et l'expédition régulière et constante de nouvelles troupes. A l'appui de leur opinion, ils ont invoqué l'effet moral que produirait, de part et d'autre, la présence du drapeau étoilé au-dessus des tranchées. Dans un ordre plus technique, ils ont démontré la supériorité de l'entraînement dans le voisinage immédiat des armées en activité de service; ils ont signalé la quasi-impossibilité de transporter à temps une grande armée. Ils semblent même avoir deviné le calcul des amis secrets de l'Allemagne. Sous le couvert de dépêches nécessairement contrôlées, on devine qu'ils ont rencontré pas mal d'opposition et qu'ils n'ont remporté qu'un succès tout relatif. La dépêche "spéciale à la *Gazette*" (du 3 mai) qui annonçait leur "victoire" en définissait les conditions dans ces termes sobres mais significatifs :

"In a large sense, the Government's promise to send the American unit places the actual determination of the time IN THE HANDS OF THE BRITISH, since the United States is acting in complete co-operation with the British Government in the shipping problem. Great Britain has been directing the Allied shipping interests, and is best qualified through her organisation and the information at her disposal TO SAY WHEN AND HOW MUCH TONNAGE CAN BE SPARED from the shipping of food and supplies TO CARRY TROOPS AND THEIR BAGGAGE."

Voilà qui est clair. La France demande des troupes, l'Angleterre des vivres. La France aura les troupes, quand l'Angleterre aura reçu ses ravitaillements. *Primo nominor leo.*

Quel mode le gouvernement américain va-t-il adopter pour activer le transport des vivres et neutraliser ou atténuer les effets, désastreux pour l'Angleterre, des dépredations sous-marines des Allemands ? Au moment où ces lignes sont écrites, la décision n'est pas connue. Le mode le plus généralement préconisé, jusqu'ici, c'est la construction rapide d'un grand nombre de petits navires en bois. Ce moyen est ingénieux. Ici encore, on peut voir la trace de l'influence anglaise. En induisant les Etats-Unis à construire rapidement une flotte de petits navires en bois, elle s'assure un mode de ravitaillement prompt et efficace ; et, la guerre finie, cette flotte éphémère disparaissant bientôt, la marine marchande anglaise reste le grand convoyeur du monde. Aussi, tout en conseillant aux Américains de construire beaucoup de petits navires en bois, d'un usage temporaire, elle continue, pour son compte, à construire le plus possible de gros navires en fer, qui dureront longtemps. *Britannia, rule the waves!*

Puissance et grandeur de l'Angleterre.

Qu'on me permette d'ouvrir ici une parenthèse. Les nigards, et aussi les hypocrites, m'accusent sans cesse de pratiquer et de prêcher la haine et le mépris de l'Angleterre. Il n'y a peut-être pas, dans toute la Confédération, un publiciste qui ait, aussi souvent et aussi hautement que moi, rendu témoignage au génie impérial des Anglais, à la magistrale ^{maîtrise} de leur politique extérieure, à leur incomparable maîtrise des hommes et des événements. Mais, pardieu! qu'on n'exige pas de moi que je m'aveugle sur leurs moyens d'action et que je prenne à la lettre toutes leurs formules de vertu. Ils ont de grandes et de nombreuses qualités; mais ils ne peuvent, à l'encontre de tous les autres humains, de toutes les autres nations, posséder et pratiquer les vertus qui s'excluent forcément. Feu M. Tarte disait volontiers: "Les élections ne se gagnent pas avec des prières." Pareillement, on ne conquiert pas un quart des terres du globe, on ne gouverne pas un cinquième du genre humain, on ne domine pas les forces politiques et économiques du monde entier, par la seule pratique des vertus évangéliques. Les Anglais n'ont pas le droit d'exiger, à la fois, l'admiration pour leur incontestable supériorité comme race impériale, et la naïve croyance dans leur désintéressement. Si l'on pose en principe qu'aucune nation conquérante a fait un moindre usage de la force brutale dans le gouvernement des hommes, j'en rends volontiers le témoignage aux Anglais; mais la plus élémentaire connaissance de l'histoire et des événements contemporains impose l'égale conviction qu'aucune autre nation ne s'est servie comme elle du "mammon d'iniquité" pour s'assurer la maîtrise des principaux facteurs d'opinion et d'action politique, dans la plupart des pays. Ce n'est pas seulement pour le salut de leur âme que les puritains d'Angleterre et d'Ecosse ont tant étudié la Bible.

Jamais plus que durant mes récents voyages aux Etats-Unis, ai-je été frappé de l'immense force de pénétration que l'Angleterre exerce dans le monde; de l'extraordinaire faculté que possèdent ses hommes d'Etat, ses diplomates, ses hommes "d'affaires", pour tirer parti de tout, — même de leurs propres "bêtises", selon le mot crû de Lloyd George; — enfin, de l'inlassable patience qu'ils mettent à contourner les obstacles, à user les oppositions hostiles et à mettre finalement à profit les circonstances qui paraissent le plus militer contre eux. Oui, en vérité, l'Angleterre est une grande, très grande nation; ses fils légitimes et libres sont de grands, très grands patriotes. Qu'on n'exige donc pas qu'une basse servilité peigne l'Angleterre comme un paradis peuplé d'anges, de saints et de bienfaiteurs de l'humanité.

Revenons à la politique américaine relative à la guerre, et aux influences étrangères qui s'y exercent. De tout ce qui précède la conclusion qui s'impose est celle-ci: la sympathie pour la France est le principal facteur *populaire* qui rattache la cause des Etats-Unis à celle des Alliés; l'influence anglaise est d'emblée la plus puissante, la plus constante et la plus directe qui s'exerce sur la politique de gouvernement. On peut donc en déduire que, *dans la mesure où les moyens d'action des*

Etats-Unis s'adapteront aux besoins des Alliés, c'est la direction de l'Angleterre qui l'emportera — ce qui ne veut pas dire qu'à la longue les autres nations alliées n'en bénéficieront pas à des degrés divers . . . à moins qu'elles ne s'en trouvent plus mal: tout dépend de la concordance de leurs intérêts et de ceux de la reine des mers et de l'or.

CONSÉQUENCES DE L'INTERVENTION.

Quelles seront les conséquences de l'intervention américaine ?

Ici nous entrons dans le domaine des conjectures. Comme mes constatations de fait, les prévisions que je vais esquisser sont à peu près exclusivement basées sur les opinions diverses que j'ai recueillies — quand elles ne sont pas l'exacte expression de la pensée de mes interlocuteurs.

Faisons d'abord le classement. La première conséquence à envisager, c'est l'effet possible de l'intervention américaine sur la durée de la guerre et son résultat. Mais, à mon avis, les répercussions les plus importantes sont celles qui se prolongeront après la guerre et laisseront des effets permanents. La participation des Etats-Unis à la guerre européenne va nécessairement affecter, à des degrés variés mais tous considérables, la situation intérieure de la république américaine, ses relations avec les nations étrangères et l'assiette générale du monde. Dans ces trois ordres de faits ou d'idées, il faut aussi distinguer entre les conséquences d'ordre moral, politique, social ou économique. Qu'on ne s'effraie point ; nous ne ferons qu'effleurer ces *têtes de chapitre* ; et je ne m'engage pas à le faire selon les strictes règles de la composition logique.

La guerre sera-t-elle abrégée ?

L'intervention américaine va-t-elle hâter la fin de la guerre, ou la prolonger ? Ceci tient probablement à trois éventualités : la situation de la Russie ; la force réelle de l'Allemagne et ses mouvements politiques intérieurs ; la situation économique du monde.

Que la révolution désorganise les forces de résistance de la Russie, que les armes allemandes parviennent à Pétrograd, et la lutte sera prolongée, — si les Alliés de l'ouest peuvent et veulent attendre de sérieux renforts des Etats-Unis afin de pénétrer à leur tour en Allemagne et d'équilibrer les situations¹. Si au contraire la Russie réussit à repousser la prochaine agression de l'ennemi, et que le gouvernement et le peuple allemands se persuadent de l'inutilité d'une lutte dont l'adjonction des forces américaines accroîtrait l'inégalité — quelque forme que prenne l'intervention des Etats-Unis — la paix sera hâtée... pourvu que "Wil-

¹ J'écarte à dessein l'éventualité d'une brusque fin de la guerre, résultant de la complète désorganisation de la Russie. Cette issue, malheureusement trop probable, profiterait entièrement à la coalition germanique, mais elle se produirait trop tôt pour que l'intervention américaine en modifiât la portée immédiate. Elle n'entre donc pas dans le cadre de cette étude.

liam Hohenzollern prenne le même chemin que Nicolas Romanoff." Si une révolution se produisait en Allemagne et en Autriche comme en Russie, M. Wilson exercerait une pression considérable sur ses alliés pour leur faire consentir aux nouvelles "démocraties" germaniques des conditions fort libérales. C'est dans ce sens et à la lumière de cette éventualité, je pense, qu'il faut interpréter la fameuse parole du discours du 22 janvier : "paix sans victoire". Ce serait aussi la preuve de sa sincérité, quand il séparerait si nettement la cause de l'Empereur et celle du peuple allemand. Enfin, ce serait une excellente manoeuvre pour regagner la confiance des millions de Germano-Américains. Ce dernier point n'est pas le moins important pour le chef d'une nation démocratique.

Dans l'ordre économique, si, comme beaucoup d'Américains compétents l'appréhendent, la création d'une armée nouvelle diminue forcément la production agricole et hâte le jour de la famine mondiale et de la banqueroute universelle, la rage de destruction s'apaisera d'autant plus tôt.

Quant à l'importance de l'intervention américaine et du secours qu'elle apporte à la cause des Alliés, il serait puéril de la contester. Les Allemands avertis ne s'y trompent pas. Chaque jour, cette importance va grandir en étendue et en efficacité.

Somme toute, aux yeux de ceux qui appellent de tous leurs vœux la cessation de cette infernale hécatombe, de ceux aussi qui souhaitent qu'elle se termine par une victoire *modérée* pour les Alliés — et j'en suis, quoi qu'on dise — les conséquences *immédiates* de l'intervention américaine doivent apparaître sous un jour favorable.

Passons maintenant aux conséquences *médiates*, d'un caractère permanent.

Saignée d'argent, arrêt des industries, retour à la terre.

Les principales conséquences *intérieures* de l'intervention semblent devoir être le dégonflement des richesses, le ralentissement de l'industrialisme, et l'introduction du militarisme comme facteur permanent de l'organisme social. Naturellement, ces résultats seront plus ou moins intenses selon la durée de la guerre.

Si la lutte ne se prolonge pas trop longtemps, la saignée d'argent sera plutôt salutaire, et pour les Etats-Unis, et pour le reste du monde. A maints égards, cette effroyable pléthore d'argent commençait à effrayer les économistes autant que les *moralistes*. Il n'était ni équitable ni utile qu'un seul pays *s'empiffât* si rapidement tandis que tant d'autres, par leur faute, il est vrai, s'appauvrissaient à vue d'oeil. Mais si la lutte se prolonge, si les Etats-Unis, à leur tour, s'endettent et se ruinent pour *détruire*, pendant que la production diminuera chez eux comme ailleurs, la situation d'après guerre sera aussi effroyable chez eux qu'ailleurs. Elle accroîtra l'horreur et l'intensité de la misère générale du monde.

Le ralentissement de l'industrie est actuellement masqué, comme ici et plus qu'ici, par l'intense activité des industries de guerre. Mais la paix faite, des milliers d'usines se fermeront, des millions d'ouvriers

seront jetés sur le pavé. La renaissance des industries pacifiques, accélérée par la reconstruction de la moitié de l'Europe, sera-t-elle suffisante pour atténuer le contre-coup ? C'est douteux. On ne reconstruit pas aussi vite ni aussi aisément qu'on détruit. C'est une élémentaire leçon de choses que l'humanité dégrisée va apprendre à ses dépens. Puisse-t-elle y puiser la lumière et le courage de revenir aux enseignements du Christ, et comprendre que "s'aimer les uns les autres" est infiniment plus *pratique* que de s'entre-détruire. Dans l'ordre des faits matériels, il est vraisemblable que la leçon durera longtemps. Un fait capital, qui va influencer considérablement sur la rapidité et l'étendue des travaux de reconstruction et, partant, sur la reprise de la vie industrielle des nations, aux Etats-Unis comme ailleurs, c'est l'appauvrissement général. A l'heure actuelle, les nations en guerre soutiennent leur crédit par des monceaux de papier de valeur absolument fictive. Il n'y a pas assez d'or dans le monde entier pour payer un dividende convenable aux créanciers d'une seule des grandes nations. Après la guerre, la valeur conventionnelle des titres d'Etat et la valeur d'achat du papier-monnaie vont baisser dans une notable proportion. Le crédit privé en sera affecté proportionnellement. D'où raréfaction des capitaux affectés à l'industrie. Tous les économistes américains sont d'accord pour envisager l'avenir sous un jour fort sombre. Il y a, toutefois, "une frange lumineuse au nuage" : c'est le retour forcé à la terre, activé par la hausse du prix des denrées et par le besoin général de réparer les désastres de la guerre. Les pouvoirs publics, les hommes d'affaires à larges vues, s'en occupent déjà ; mais ils ne comptent guère sur les soldats réformés et les malheureux éclopés de la guerre pour repeupler les campagnes. Encore un point sur lequel nos gouvernants auraient plus "d'exemples" à recevoir qu'à donner.

Militarisme et Révolution — Le Pape et le Président.

La conséquence la plus grave, la plus désastreuse à mon avis, pour la nation américaine elle-même, c'est l'introduction du militarisme permanent dans son organisme intérieur. Déjà, avant la guerre, un fort courant d'opinion portait dans cette direction. M. Roosevelt est le chef de cette école. Il ne cache pas son dessein. Il veut porter secours aux Alliés — à la France surtout, lui — ; mais il veut aussi profiter de la guerre pour jeter les bases d'une organisation militaire permanente afin de faire réfléchir et trembler tous les ennemis possibles des Etats-Unis.

D'autres, comme M. Taft, par exemple, sincères partisans de la paix, du désarmement des nations et de l'arbitrage international, sont d'avis qu'avant et *afin* d'en venir à une entente avec les autres nations, les Etats-Unis doivent se mettre sur un pied de suffisante égalité, dans l'ordre militaire. Ils suggèrent de créer, à l'appui d'un tribunal suprême de l'humanité, une force militaire et navale *internationale*, suffisante pour assurer l'exécution et le respect des arrêts de ce tribunal. Pour fournir leur *quantum*, les Etats-Unis doivent créer la matière première, c'est-à-dire une armée assez considérable pour assurer l'ordre intérieur et pour ravitailler l'armée internationale.

De ces divers courants d'opinion résulte une propagande grandissante en faveur de l'*entraînement* militaire général, et d'un régime de conscription mitigée.

Si l'on ajoute à ce fait qu'en Angleterre, au Canada et dans toutes les possessions britanniques, le militarisme a fait des progrès immenses, on peut en conclure aisément que le résultat probable de cette guerre, poursuivie pour détruire le "militarisme prussien", sera d'accroître le militarisme universel. En arrière de toutes les dénonciations de "l'autocratie militaire", il faut lire une autre pensée: l'organisation des "démocraties armées". La seule compensation serait la diminution du militarisme dans les pays continentaux de l'Europe. Mais ce résultat bien-faisant ne s'obtiendra que par une paix "qui profiterait à tous", selon la juste et profonde parole du Souverain Pontife, la "paix sans victoire" que préconisait naguère M. Wilson. Si les nations soi-disant chrétiennes avaient le bon-sens d'accepter le Pape comme arbitre de leurs querelles folles et dévastatrices, il ne faudrait pas trop désespérer de voir la justice et la raison reprendre leurs droits dans le monde. Mais si, comme tout l'indique, c'est le président des Etats-Unis qui est conduit, par les circonstances, à départager les nations d'Europe et à empêcher — selon une autre parole du Pape — "le suicide de la civilisation chrétienne", il y a tout lieu d'appréhender que la "paix sans victoire" pour l'une ou l'autre des coalitions rivales, s'achètera par une victoire éclatante pour la Révolution.

C'est là, je le crains, la plus probable des conséquences *extérieures* de l'intervention américaine. Tout indique qu'en brisant les entraves presque séculaires de la doctrine Monroe, pour entrer de plain-pied dans la "société des nations", les Etats-Unis vont doubler et prolonger le rôle *extérieur* de l'Angleterre, que Donoso Cortès a si clairement vu et si fortement décrit: le rôle de propagateurs de la Révolution.

L'Angleterre et les États-Unis, pourvoyeurs de révolutions.

Un phénomène social qui n'a pas suffisamment occupé l'attention des historiens et des penseurs, c'est celui-ci, immense et notoire, pourtant: c'est la France qui a fait la Révolution; mais c'est l'Angleterre qui l'a vulgarisée et répandue dans le monde.

La France a donné la *formule* de la Révolution, elle en a pratiqué les maximes; elle en a, aussi, cruellement expié les erreurs et les conséquences. Qu'elle en répare les désastres et extirpe de son âme le mortel microbe des principes révolutionnaires, il lui sera beaucoup pardonné parce qu'elle a beaucoup expié.

L'Angleterre, comme ce roi de l'antiquité, a cru s'immuniser en ne buvant que goutte à goutte le poison révolutionnaire. Mais aux autres peuples, elle l'a versé à pleine coupe afin de les stupéfier et de rester, elle, maîtresse du monde. Elle a, tour à tour, favorisé la révolution en Italie, en Espagne et, plus tard, au Portugal, — nations latines et catholiques. Elle a combattu les conquêtes *extérieures* de la France révolutionnaire;

mais elle a toujours soutenu les conquêtes *intérieures* de la Révolution en France. Plus que la Prusse de Bismarck, elle a favorisé, discrètement mais constamment, le sectarisme anticlérical et la désagrégation des forces morales et religieuses qui avaient fait la grandeur de la France et sa puissance d'expansion mondiale¹. Elle a encouragé les sociétés secrètes du monde entier, depuis les Carbonari d'Italie jusqu'aux nihilistes de Russie.

Elle s'adjoit aujourd'hui la formidable coopération de sa fille aînée, la grande république américaine. A elles deux, la mère et la fille réussiront peut-être à instaurer l'universelle démocratie sur les débris des derniers trônes. Echapperont-elles toujours aux conséquences de leur action destructrice? Eviteront-elles longtemps le châtimeut que la France et tant d'autres nations ont subi? C'est douteux. La Révolution, on l'a dit cent fois, dévore ses enfants; elle finira bien par mordre ses nourrices. Enivrés de leurs richesses, enorgueillis de leur incontestable génie de gouvernement, aveuglément confiants dans leur séculaire pratique d'une liberté matériellement ordonnée, Anglais et Américains se croient capables de *toujours* dominer chez eux les forces et les excès de la Révolution. C'est leur erreur. L'heure des désillusions n'est peut-être pas éloignée. L'ébranlement de la monarchie, séculaire clef de voûte de son régime politique et social, en marque l'approche pour l'Angleterre. La guerre sociale, conséquence du culte de l'or et du confort matériel, de la richesse excessive, du déséquilibre économique et de la haine grandissante des classes, guette les deux grandes nations anglo-saxonnes. Puisse le châtimeut venir assez tôt pour ne pas entraîner la déchéance complète! Je suis de ceux qui croient qu'une Angleterre convertie, qu'une république américaine *assobrie*, peuvent encore et doivent rendre à l'humanité d'inappréciables services.

Conséquences extérieures de l'intervention — Le Japon et l'Angleterre.

Des conséquences que l'intervention américaine entraînera pour telle ou telle nation en particulier, il ne me semble pas nécessaire de parler longuement. Le président, on l'a vu, ne met pas au rang des objets *nécessaires* de la guerre les rectifications de frontières, la libération de tel peuple ou de tel autre, la réfection d'une ou plusieurs nationalités. La masse du peuple américain s'en préoccupe encore moins.

Le plus probable, c'est qu'au congrès qui arrêtera les conditions de la paix, les représentants des Etats-Unis soutiendront généralement, et avec sincérité, les réclamations des diverses nationalités opprimées qui peuvent faire valoir des titres réels à leur indépendance. Naturellement, ils porteront un intérêt tout particulier à celles de ces nations dont les fils émigrés aux Etats-Unis pourront et voudront exercer une action directe sur le gouvernement américain: Irlande, Pologne, etc. Mais dans aucun

¹ Ce rôle de l'Angleterre est mis en parfaite lumière dans le remarquable ouvrage de M. Emile Flourens, ancien ministre français des Cultes, puis des Affaires étrangères: *Edouard VII et Clémenceau, — la France conquise.*

cas les Etats-Unis ne se lieront les mains par des alliances compromettantes pour "protéger" l'une ou l'autre de ces nationalités contre les entreprises de "protecteurs" rivaux. Il est à craindre qu'ils ne se prêtent que trop facilement au dessein de ceux qui veulent à tout prix démembrer l'empire d'Autriche et constituer par là, sous une forme plus menaçante encore — on l'entrevoit déjà en France — le bloc germanique.

Sur la question de Constantinople, véritable enjeu de la guerre, les Américains appuieraient volontiers le projet d'internationaliser Constantinople et les Détroits — la meilleure solution, probablement ¹.

Mais un point où la politique internationale ne reste pas à l'état platonique dans l'esprit des Américains, c'est à l'égard du Japon, aujourd'hui leur allié, de nom, dans la guerre. J'ai déjà noté l'opinion de ceux qui voulaient la guerre contre l'Allemagne et sa défaite décisive, parce qu'ils prévoyaient l'alliance prochaine de l'Allemagne victorieuse et du Japon contre les Etats-Unis. En prenant pour acquis l'affaiblissement considérable sinon l'écrasement de l'Allemagne, ce danger serait ajourné. Ce qui est certain, c'est que les Etats-Unis, sans contracter d'*entangling alliances*, orienteront leurs sympathies ou leurs antipathies, ou, si l'on préfère, doseront la mesure de leur confiance ou de leur méfiance, en raison de l'attitude des autres nations à l'égard du Japon. Ce qu'on peut prédire presque à coup sûr, c'est que la question du Japon sera la pierre de touche, sinon d'achoppement, de l'amitié anglo-américaine. L'Angleterre devra, à brève échéance après la guerre, choisir entre son alliance avec le Japon et son entente avec les Etats-Unis. Ce sera l'une des plus fortes parties que la diplomatie anglaise ait eu à jouer. Si l'Angleterre opte pour l'alliance américaine — comme c'est probable, — les deux grandes nations anglo-saxonnes seront bientôt appelées à résoudre la première équation de ce problème formidable : l'Asie aux Asiatiques. Car l'une des répercussions les plus certaines de la guerre, c'est que l'Angleterre va rester la seule puissance européenne capable d'exercer une action directe en Asie. L'Allemagne a perdu son pied à terre en Chine ; la Russie est pour longtemps paralysée ; la France, en dépit du Tonkin et de l'Indo-Chine, en aura de reste à panser ses blessures et à consolider son empire africain. Mais ce problème gigantesque sort du cadre de cette étude. Pour l'instant il suffit de marquer l'inégalité des risques qu'il comporte pour l'Angleterre et pour les Etats-Unis. De l'Angleterre les Etats-Unis ne pourront attendre que l'aide navale nécessaire pour repousser une attaque du Japon sur leur côte du Pacifique et sur les Philippines. Des Etats-Unis, l'Angleterre attendra le secours énorme dont elle aura besoin, sur terre et sur mer, pour garder son empire des Indes, protéger ses innombrables colonies australasiennes et tenir ouverte la porte chinoise. Lequel des deux associés *écopera* le premier ?

¹ D'excellentes études de cette question ont paru récemment dans les revues américaines, entre autres : dans le *Century* de février, un article de M. Herbert Gibbons : *Constantinople, a principle or a pawn* ; et dans la *North American Review* d'avril, un article de M. Edwin Schoonmaker : *Constantinople — and then ?*

La société des nations sera-t-elle chrétienne ou païenne ?

Comme politique générale, à part l'instauration de l'universelle démocratie sur laquelle il n'y a pas à revenir, le président Wilson, ou son successeur quel qu'il soit, — le gouvernement américain, en un mot, — fera certainement un effort extraordinaire pour faire accepter, pour imposer même, la reconnaissance du principe de la liberté des mers. Ira-t-il jusqu'au point où ses notes à l'Angleterre, avant l'alliance, l'indiquaient ? C'est moins certain aujourd'hui qu'hier¹ ; mais il ira aussi loin qu'il croira possible et convenable d'aller. Il fera aussi un effort sérieux pour le désarmement au moins partiel des nations et l'organisation d'un véritable tribunal d'arbitrage. Naturellement, ce sera là une oeuvre de longue haleine, qui subira de multiples évolutions avant d'aboutir à une exécution générale et efficace. N'importe ; que M. Wilson en fasse poser le principe et lui assure un commencement d'exécution, ce sera déjà beaucoup pour la paix du monde.

En somme, n'était l'inquiétant encouragement à la Révolution, on pourrait conclure que, dans l'ensemble de ses motifs, de son mode d'application et de ses résultats probables, l'intervention des Etats-Unis dans la guerre est bienfaisante. Mais, comme disait Donoso Cortès, la Révolution, c'est tout ; c'est tout l'ordre social menacé, c'est le chancre qui dévore l'Europe et le monde, non pas depuis un siècle, mais depuis quatre cents ans, depuis que la Réforme a rompu la société *chrétienne* des nations. M. Wilson veut simplement refaire la "société (*anonyme*) des nations". Tant que les peuples et ceux qui les mènent ne se décideront point à se faire baptiser de nouveau dans les eaux de l'éternelle vérité et de l'inaltérable justice, les accords internationaux resteront de simples replâtrages.

¹ Dès le lendemain de la déclaration de guerre, l'un des journaux de Washington exprimait, avec une désinvolture frisant le cynisme, cette pensée : le gouvernement a plusieurs fois protesté contre le blocus anglais et les procédés de l'Amirauté britannique ; maintenant que nous faisons cause commune avec l'Angleterre, il ne faut plus se plaindre mais, au contraire, aider l'Angleterre à rendre son blocus encore plus efficace.

VI

CONSÉQUENCES POUR LE CANADA.

Cette étude ne serait pas complète, même dans le cadre restreint que je me suis tracé, elle n'atteindrait pas son objet *pratique*, si elle ne comprenait pas une brève analyse des conséquences probables *pour le Canada* de l'intervention américaine.

Ici comme aux Etats-Unis, et dans le monde entier, ces conséquences seront multiples, les unes immédiates, les autres lointaines. Les mesures de guerre prises par le président et le Congrès vont nécessairement affecter la situation et l'action militaires du Canada, comme celles de tous les autres pays en guerre. La participation active des Etats-Unis au conflit européen, puis au rajustement de la société des nations, va modifier profondément la base et la nature de nos relations avec nos voisins, pendant la guerre et surtout après. Selon toute probabilité, ce sera même le facteur déterminant de notre avenir national.

Le Canada, pays d'Amérique.

Le colonialisme politique anglais et le colonialisme moral français ont tellement oblitéré en nous le sens des réalités que la plupart des Canadiens ont oublié ce fait essentiel: *le Canada est un pays d'Amérique*. Il a pour unique voisin la nation la plus puissante de l'hémisphère occidental. Sa situation géographique, ses conditions économiques, la composition et la mentalité de son peuple, son système d'enseignement (sauf dans le Québec), son régime politique, ses moeurs publiques et privées — tout tend à faire du Canada le satellite des Etats-Unis. L'intervention américaine et ses inévitables répercussions vont décupler la force d'attraction, déjà presque irrésistible, que la nation la plus puissante exerce sur la plus faible.

Dans leur mandement collectif sur la guerre, les évêques de la province de Québec ont exprimé l'avis que le sort du Canada "se trouve lié au sort des armes" de l'Angleterre. Même si l'on accepte sans réserve cette respectable opinion sur la situation *immédiate* du Canada, on peut affirmer, avec une certitude plus grande encore, que le sort *ultime* du Canada dépend principalement des décisions d'après guerre du gouvernement et du peuple américains. Le lien qui unit le Canada à l'Empire britannique, pour fort et bienfaisant qu'il soit à maints égards, est tout artificiel. Un simple accident — la chute de la monarchie anglaise, une défaite des armes britanniques, un conflit intérieur, une vulgaire

querelle d'argent ou de vanité — peut le rompre ou l'affaiblir au premier jour; et ce jour est peut-être moins éloigné qu'on le pense. Les nombreux ligaments moraux, intellectuels et économiques qui nous attachent au flanc de la grande nation américaine sont presque tous d'un ordre permanent et indéstructible. Que le Canada soit en querelle ou en amitié avec les Etats-Unis, les deux pays restent toujours voisins, *et seuls voisins*. Que la guerre éclate entre eux, l'absorption du Canada serait brusque et complète. Que le voisinage devienne amical, que l'amitié surtout se transforme, comme aujourd'hui, en alliance de guerre, le danger est peut-être plus grand encore, parce que moins visible et plus insidieux. Il s'accroît formidablement du fait déplorable que tous les chefs politiques et sociaux de la nation canadienne, absorbés par leurs sympathies anglaises ou françaises, ne songent nullement à s'inquiéter de la situation intrinsèque du Canada et des dangers *permanents* qui le menacent — dangers plus graves, et de beaucoup, que le triomphe de la "barbarie allemande".

En esquisant cette brève et hâtive analyse de l'influence de l'intervention américaine sur la situation actuelle du Canada et sur ses destinées futures, je n'ai nul espoir d'éclairer ceux qui ont des yeux pour ne point voir et des oreilles pour ne pas entendre. Mon unique objet est de fortifier le patriotisme *vrai* de ceux qui croient encore que leur premier devoir est d'être canadiens avant d'être français ou anglais, de sauver le Canada avant la France ou l'Angleterre, et d'aimer leur patrie avant de haïr les "Boches".

Avantages et dangers économiques.

Si l'on n'envisageait que l'état de guerre et ses exigences *immédiates*, il serait puéril de contester les avantages nombreux et substantiels qui vont résulter au Canada de l'intervention américaine. La coopération intime des deux gouvernements, si elle n'est pas trop gâchée par l'incapacité, le favoritisme ou la corruption des politiciens, devra assurer aux deux pays une direction plus uniforme et beaucoup plus effective de toutes les activités qui se rattachent à l'action militaire ou économique: fabrication des armes et des munitions; production agricole ou industrielle; répartition plus intelligente de la main-d'oeuvre; utilisation méthodique des voies de transport, par terre et par eau, et réglementation plus uniforme des tarifs de transport, soit pour l'expédition des troupes, des munitions et des vivres en Europe, soit pour la distribution des matières alimentaires et du charbon en Amérique; réglementation des prix *minima* et *maxima*, — mesure impossible à exécuter sans une action commune et concertée, à cause de la situation particulière des deux pays; libre échange de certains produits alimentaires ou matières premières essentielles aux industries de guerre; nouvelles facilités d'emprunt pour le Canada sur le marché surabondant de New-York. Cette seule énumération des *têtes de chapitre* suffit à démontrer que, dans l'ordre économique, la coopération des deux pays peut décupler la force dynamique de leur action individuelle et la valeur de l'aide que chacun d'eux apporte à leurs alliés en Europe.

Voilà pour les conséquences immédiates. Mais demain? Demain, c'est autre chose. Si l'on prend pour acquis que plus l'effort pour la guerre, c'est-à-dire l'effort pour détruire, est efficace, plus la réaction et l'épuisement du lendemain seront intenses et prolongés, il faut bien admettre que les avantages immédiats de la coopération des deux pays se solderont, après la guerre, par un accroissement proportionnel de gêne et de misère. Et comme le Canada est de beaucoup le plus faible et le plus pauvre des deux associés, qu'en outre il s'est déjà saigné à blanc depuis près de trois ans, tandis que les Etats-Unis s'engraissaient à nos dépens et à ceux du monde entier, c'est évidemment le Canada qui souffrira davantage. En somme, c'est l'association du pot de fer et du pot de terre; et avant même que de se coller aux flancs de son redoutable compagnon, le pot de terre a pris soin de se fêler tout seul.

Si la guerre se prolonge, les Etats-Unis, — je l'ai noté précédemment — après avoir épuisé leurs immenses réserves, ne feront qu'accroître les misères inénarrables qui guettent le monde. De tous les pays, le Canada est celui qui souffrira davantage de la dépression économique de son puissant voisin.

Plus les Américains vont nous aider à détruire et à démolir en Europe, moins ils nous aideront à produire et à reconstruire en Amérique.

Arrêt de l'immigration.

Le premier effet de la déclaration de guerre a été de mettre fin à la campagne d'embauchage organisée aux Etats-Unis par le gouvernement canadien et les autorités de l'Ontario afin de procurer des ouvriers de ferme aux agriculteurs du centre et de l'ouest du Canada. Des soixante-dix mille ouvriers qu'on voulait aller chercher aux Etats-Unis, sept mille seulement sont venus; et notre ministre du Commerce, sir George Foster, a été forcé d'écrire à Washington une humble lettre d'excuses, promettant que cette campagne ne serait pas reprise.

Nos politiciens et nos hommes "d'affaires" comptaient principalement sur l'émigration des Etats-Unis, après la guerre, pour infuser du sang nouveau dans les veines appauvries de notre peuple et pour réparer les désastres économiques de notre participation affolée à la guerre. Cette émigration, totalement arrêtée par l'entrée des Etats-Unis dans le conflit, reprendra avec d'autant moins d'intensité, la paix faite, que les Etats-Unis eux-mêmes auront fait plus de sacrifices, en hommes et en argent, pour la guerre. Plus la guerre durera, plus le Canada aura besoin de sang nouveau, et moins les Etats-Unis lui en fourniront. Est-il besoin d'ajouter que le seul fait de l'entrée des Etats-Unis dans la guerre, suivi de l'adoption simultanée du régime de conscription dans les deux pays, rejettera vers l'Amérique du Sud des milliers d'Européens, des millions peut-être, qui voudront fuir les impôts de guerre et éviter à leurs enfants la sanglante expérience qu'ils auront eux-mêmes subie. L'Amérique du Nord a cessé d'être le refuge de ceux qui haïssent la guerre et le militarisme. Il y a même des chances pour qu'après la guerre le militarisme regagne en Amérique ce qu'il perdra en Europe. Nous reviendrons à l'instant sur cet aspect de la situation.

Diminution des capitaux et des vivres. Socialisme d'État.

Les millions que le gouvernement canadien va soutirer des Etats-Unis afin de sustenter son budget de guerre, diminuent d'autant l'unique réserve de capitaux où l'industrie canadienne aurait pu s'alimenter, après la guerre, pour reprendre les oeuvres de paix. Naturellement, la raréfaction de la main-d'oeuvre et le ralentissement de la production agricole aux Etats-Unis vont accélérer chez nous la hausse du prix des vivres et des articles de première nécessité. A ce mal grandissant, il n'y a que deux remèdes : l'application de mesures rigoureuses pour interdire l'accaparement des vivres par le spéculateur ou le distributeur, et le gaspillage par le consommateur; la fixation de prix *maxima* et de prix *minima* pour les principaux articles de consommation. En Europe, l'expérience a démontré que ces deux — on pourrait dire ces quatre — mesures doivent marcher de pair. Empêcher l'accaparement sans arrêter le gaspillage, c'est agrandir un trou pendant qu'on ferme l'autre. Fixer un prix maximum à l'avantage du consommateur sans garantir au producteur un prix minimum, même pour un certain délai après la guerre, c'est ralentir la production et, par conséquent, hâter le jour de la famine. Le futur "dictateur des vivres", M. Hoover, dont on fait de grands éloges et qui a pris contact avec les réalités de la guerre en Europe, suggérera-t-il au Président cette thérapeutique radicale? S'il le fait, le Président, tout autocrate qu'il est par tempérament et par les pouvoirs extraordinaires que la Constitution lui attribue en temps de guerre, aura-t-il la force de l'imposer au peuple américain, à l'encontre des formidables coalitions d'intérêts qui s'y opposent? Pourra-t-il vaincre en un jour les habitudes d'indépendance et de laisser-aller de cette immense agglomération de peuples divers à qui l'on a peint la liberté individuelle outrancière, la "liberté américaine", comme le suprême idéal? Chose certaine, le gouvernement canadien ne se résoudra à adopter des mesures aussi énergiques que si le gouvernement américain ouvre la voie et l'y entraîne.

Si cette éventualité se produit — et si la guerre se prolonge, il faudra bien s'y résoudre sous peine de crever de faim — ce sera la révolution économique et sociale la plus complète qu'on puisse imaginer. Ce sera l'instauration d'un socialisme d'Etat plus radical que les doctrinaires les plus ardents n'auraient cru réalisable en vingt ou trente ans de paix. Et qu'on ne se leurre pas de l'illusion que, la paix faite, les choses reprendront leur cours normal. Dans l'ordre économique comme dans tous les autres ordres, la guerre va laisser des traces profondes et permanentes.

Le plus curieux, c'est que ce socialisme d'Etat, dont les conquêtes sont infiniment plus rapides et durables que celles de l'une ou l'autre des armées en bataille, est un pur produit germanique, beaucoup plus allemand que "l'autocratie militaire" (inventée par Napoléon), et même que la philosophie "allemande" dont nos enfileurs de phrases creuses font si grand état, sans en connaître le premier mot. Au début de la

guerre, l'éminent publiciste anglais, M. Massingham — à qui revient le glorieux honneur d'avoir fait reculer l'autocratie "démocratique" — M. Massingham écrivait que si l'Angleterre adoptait la conscription, elle n'aurait qu'à s'avouer conquise par le militarisme prussien, beaucoup plus sûrement que par une défaite sur les champs de bataille. Le triomphe universel du socialisme d'Etat marque une victoire morale plus complète encore pour la philosophie allemande.

Ceci m'amène tout naturellement à signaler les conséquences les plus graves pour le Canada de l'intervention américaine, les répercussions sur notre état social et notre avenir national de l'entrée définitive des Etats-Unis dans la "société des nations".

Militarisme et révolution — Conscription.

Pour nous comme pour le reste du monde, il est fort à craindre que le résultat ultime et permanent de l'intervention américaine ne soit le triomphe du militarisme et de la révolution. Et, à cause du voisinage immédiat, ces résultats se manifesteront ici avec plus d'intensité que partout ailleurs.

La conscription, au Canada et à Terre-Neuve, est la conséquence immédiate de la déclaration de guerre des Etats-Unis et du vote de la conscription au Congrès¹.

En décembre dernier, un brave homme d'industriel, anglo-canadien, ami intime de sir Robert Borden, m'affirmait que jamais le gouvernement canadien ne proposerait une mesure de conscription. "J'étais partisan de la conscription", disait-il, "et c'est sir Robert lui-même qui m'a fait changer d'idée. Il m'a démontré, entre autres arguments, que l'application d'une loi de conscription serait impossible, à cause du voisinage des Etats-Unis et de la fuite facile des réfractaires" — déjà commencée dans l'Ontario et ailleurs.

Le jour où les Etats-Unis jetèrent le gant à l'Allemagne, j'étais à Washington. Un Américain me demanda : "Quel va être l'effet au Canada ?" — "Très-considérable", répliquai-je; "bon ou mauvais, selon le point de vue. La première répercussion va être l'adoption de la conscription."

Qu'on le note bien : je ne suis pas l'adversaire irréductible de la conscription. A plusieurs reprises, j'ai exprimé l'avis qu'une mesure rationnelle de conscription vaut mieux, à tous égards, que le système absurde, odieux et détestable d'enrôlement, si faussement appelé "volontaire", poursuivi jusqu'ici par le gouvernement, au moyen des menaces, de l'intimidation, de la corruption et des réclames de charlatans en uni-

¹ Les lecteurs du *Devoir* savent qu'avant mon départ pour les Etats-Unis, je leur ai loyalement communiqué mes appréhensions. Dans deux articles publiés le 26 et le 27 mars, je répondais à la question qui m'arrivait de tous côtés : "*Aurons-nous la conscription ?*" Je conclus ainsi : "Si une action intelligente, modérée, mais énergique "et inlassable ne s'exerce pas dans ce sens," — (la résistance sur le terrain économique) — "*nous aurons certainement la conscription, sous une forme quelconque, avant trois mois; et alors chacun pourra faire son mea culpa. Nous n'aurons que ce que nous aurons voulu et mérité.*"

forme ou en jaquette. La conscription *sélective* est, sans contredit, le seul mode rationnel pour assurer le maximum d'efficacité militaire et d'activité économique. Assurément tous ceux qui ont proclamé le devoir du Canada de participer à cette guerre dans toutes la mesure de ses forces — ceux surtout qui ont parlé de "mettre le Canada en banqueroute pour aider la mère-patrie" et sauver l'Empire — et plus encore les théologiens intégralistes et impérialistes qui ont soutenu la thèse de "l'obligation morale" du Canada d'obéir aux simples *désirs* des autorités impériales — tous ceux-là doivent se réjouir de la décision du gouvernement canadien et l'aider de toutes leurs forces à pousser aussi loin que possible l'exécution de la loi de conscription. Sinon, ils mériteront richement les épithètes de lâches et de farceurs.

Permanence du militarisme.

Quoi que l'on pense du mérite de la conscription ou de son opportunité pour faire face aux exigences immédiates de la situation, il est une chose certaine: tout ce qui tend à augmenter le nombre des soldats et à régulariser le recrutement et l'organisation de l'armée canadienne fortifie l'emprise permanente du militarisme au Canada. D'aucuns se leurrent de l'espoir que, la paix faite, cette formidable armée — équivalente à sept millions d'hommes pour les Etats-Unis, à cinq millions pour l'Allemagne, à trois millions et demi pour le Royaume Uni, à trois millions pour la France — va se dissiper comme la rosée du matin sous les rayons du soleil, et que le Canada va reprendre sa vie normale et paisible d'avant la guerre. "Cette erreur est pire que la première." Il faut, pour y tomber, une aussi colossale naïveté que celle qui empêchait de voir dans le Service national le prélude de la conscription; il faut, pour y faire croire, l'audace des faux docteurs qui ont soutenu qu'en refusant de suivre aveuglément l'Angleterre impérialiste dans son entreprise révolutionnaire, les nationalistes obéissaient à leurs penchants "démagogiques"; il faut, pour s'aveugler sur les réalités de demain, la niaise crédulité des badauds qui se sont laissé prendre aux phrases grandiloquentes sur la croisade de la "démocratie" contre "l'autocratie", de la "liberté" contre le "militarisme prussien".

Dans le chapitre précédent, j'ai indiqué que l'un des résultats probables de la guerre sera la diminution des armements dans les pays de l'Europe continentale et l'accroissement du militarisme aux Etats-Unis, en Angleterre et dans les autres pays britanniques. De tous ces pays, c'est le Canada qui a toute chance de rester le plus *militarisé*. Sa situation intérieure et extérieure, la folle politique de ses gouvernants, l'aveuglement de ses chefs d'opinion et — il faut toujours y revenir — le voisinage des Etats-Unis, sont autant de causes qui vont imposer à la nation canadienne la permanence du militarisme.

Caste militaire.

Afin de stimuler l'enrôlement "volontaire", politiciens, officiers-recruteurs et jingos de tout poil ont promis mer et monde aux croisés de la "démocratie" et de la "civilisation supérieure": pensions, indem-

nités, terres libres, places de faveur dans toutes les administrations publiques et privées. Cette propagande pernicieuse a déjà réussi à faire de l'armée, aux yeux du peuple et bien davantage dans l'esprit des soldats, une caste privilégiée. De ce seul chef, le "militarisme canadien" surpasse déjà le "militarisme prussien". Que va-t-il advenir de ces promesses mirobolantes? Celles qui sont payables en deniers publics se solderont assurément, dût le contribuable en crever; mais c'est là le plus facile. Que fera-t-on des milliers de soldats, revenus de la guerre plus ou moins avariés? Les experts témoignent déjà de l'impraticabilité du retour à la terre, non-seulement des soldats recrutés dans les villes, mais même des fils d'agriculteurs. Deux ou trois années de la vie des camps et des tranchées les ont à jamais déracinés de la terre natale et détachés de la vie simple et paisible des champs; — d'autant plus qu'ils estiment que le gouvernement et le pays leur ont promis une situation privilégiée, une vie facile, agréable, en tout supérieure à celle qu'ils menaient avant de se dévouer au salut de l'Empire, de la "démocratie" et de la "civilisation supérieure". Restent les places de faveur. Y en aura-t-il assez pour tout le monde? Et puis, la guerre finie, les fabriques de munitions fermées, la main-d'oeuvre surabondant, le tarif des salaires subitement abaissé, les impôts sur l'industrie énormément accrus, est-il certain que tous les chefs d'industrie, que les gouvernements eux-mêmes, seront fort pressés ou simplement capables de remplir leurs alléchantes promesses? Seront-ils nombreux les gérants d'entreprises financières ou industrielles qui destitueront ou repousseront les employés et les ouvriers compétents, parce qu'ils n'ont pas endossé le khaki, pour les remplacer par des vétérans de la "guerre sainte", sans compétence particulière? Non; le sens commun et surtout l'intérêt, qui dominant tout en pays britannique — sauf aux heures de crises et d'effolement, — reprendront leurs droits. Force sera donc à l'Etat de garder sous les drapeaux une multitude de soldats impropres à tout autre métier et de maintenir une forte armée permanente. Indépendamment de toute autre considération, l'ordre social et l'équilibre économique l'exigeront.

Qu'on ne se fasse pas d'illusion: le militarisme est entré de plain-pied dans notre organisme social; il a pénétré jusqu'au coeur: il y restera longtemps.

Le Canada, tampon anti-japonais.

Indépendamment des causes internes, l'attitude des Etats-Unis va contribuer à maintenir l'emprise du militarisme au Canada.

Les principaux partisans de l'intervention américaine, on l'a vu, combattent les "autocraties militaires" mais ne répugnent nullement aux "démocraties armées". Leur véritable objectif est moins la guerre actuelle que son lendemain. Ils ont résolu de profiter de l'excitation du moment pour armer la république contre tous ses ennemis futurs et particulièrement contre le Japon et ses alliés possibles. La question japonaise, ai-je dit, sera la pierre de touche de l'entente anglo-américaine. De toutes façons, il en résultera un accroissement de charges militaires pour le Canada.

Si, comme tout l'indique, le rapprochement entre l'Angleterre et les Etats-Unis se resserre, le gouvernement américain exigera, tout naturellement, que le Canada fortifie ses côtes et ses ports du Pacifique. Il ne tolérera pas, qu'on en soit certain, que le Canada soit aux Japonais ce que la Belgique a été aux Allemands, ce qu'elle aurait été aux Anglais si les Allemands n'avaient pas pris le devant. Si, au contraire, l'entente anglo-américaine se relâche et que le Canada refuse ou néglige de se prêter aux désirs des Américains, ceux-ci verront à se protéger quand même... à nos dépens,

En un mot, la militarisation des Etats-Unis entraîne comme conséquence rigoureuse, inéluctable, la militarisation du Canada, pour ou contre les Etats-Unis ¹.

Le Canada, enjeu de l'entente anglo-américaine.

Ceci m'amène au point culminant, à la plus redoutable — pour le Canada — de toutes les conséquences de l'intervention américaine. Les Etats-Unis, ai-je écrit, vont apporter à la Révolution un énorme appoint. Dans les pays d'Europe, où les conflits d'idées et les haines de classes sont intenses, c'est la révolution politique et la révolution sociale qui vont surtout profiter de l'influence de la grande démocratie d'Amérique. Au Canada, pays d'idées rudimentaires et peu nombreuses, mais de faits énormes, la révolution va être à la fois plus simple et plus radicale.

Dans une étude antérieure, j'ai énuméré quelques-uns des facteurs principaux, d'ordre moral, intellectuel et économique, qui militent en faveur de l'absorption du Canada par les Etats-Unis ². Ces facteurs, ceux d'ordre économique surtout, se sont fortifiés énormément par la seule entrée du Canada dans le brasier de l'Europe. L'intervention des Etats-Unis les a décuplés.

Un journal de Pittsburg a lancé la nouvelle stupéfiante qu'en garantie d'un emprunt global de dix milliards, le gouvernement britannique aurait hypothéqué le Canada en faveur des Etats-Unis ³. Qu'on ne s'étonne pas outre mesure. Ce ne serait pas la première fois que les hommes d'Etat britanniques auraient offerts à nos voisins *to strike a good bargain* en faisant main-basse sur le Canada, sur ses immenses richesses naturelles et son bénévole troupeau de moutons coloniaux, de laine si drue et si facile à tondre ⁴.

¹ En juillet 1914, l'une des autorités navales les plus compétentes d'Angleterre, la plus haute peut-être, me disait en toutes lettres: "Il est inutile et puéril, pour le Canada, de songer à une organisation de défense navale ou militaire sans s'entendre au préalable avec le gouvernement de Washington et les chefs de l'armée et de la flotte américaines." Cette parole m'avait étonné. Elle me paraît claire, maintenant.

² *Hier, Aujourd'hui, Demain*, — Montréal, 1916. (Prix franco, \$0.85, aux bureaux du *Devoir*) — chapitre V: "*Les solutions de demain*."

³ Pierre Labrosse a commenté ce *scoop* (pardon de l'américanisme) dans le *Nationaliste* du 20 mai.

⁴ Le très loyal Jos. Pope, aujourd'hui sir Joseph Pope, sous-secrétaire d'Etat canadien, a lui-même raconté comment sir John Macdonald se résigna, en 1871, à signer le Traité de Washington, si contraire aux intérêts canadiens, parce que les plénipotentiaires britanniques menaçaient de livrer le Canada tout entier aux Américains.

Comme bien l'on pense, si le marché s'est bâclé, ce n'est pas par un acte notarié portant la signature du Très Honorable Arthur J. Balfour et celle de M. Woodrow Wilson ou de M. Robert Lansing, et dûment enregistré à Washington et à Londres. Ce n'est pas l'habitude des diplomates anglais et américains de *passer des papiers*. Ils préfèrent les *marchés de... bouche*, ou, si l'on préfère, les *gentlemen's agreements*. Au reste, M. Balfour sait à merveille que le gouvernement et le parlement de Westminster n'ont ni le droit ni le pouvoir de *céder* le Canada à qui que ce soit¹. Mais ce qu'ils ont bien le pouvoir—et même le droit—de dire, c'est que l'Angleterre se désintéressera du sort du Canada, dans telle ou telle éventualité; — tout comme elle a sacrifié le Luxembourg et secouru la Belgique, également couverts par la garantie des puissances, parce qu'elle avait intérêt à respecter sa signature en Belgique et aucun intérêt à la respecter au Luxembourg². Ce qui n'est pas impossible, ni même improbable, c'est que le gouvernement britannique a fait savoir au gouvernement américain que s'il peut et veut amener les Canadiens à *s'américaniser* définitivement, l'Angleterre n'y mettra aucun obstacle.

Plusieurs motifs, et non des moindres, doivent faire envisager avec faveur, à Londres, l'absorption prochaine du Canada par les Etats-Unis. Dans le fonctionnement du nouveau régime impérial et, davantage, dans le rajustement des relations internationales de l'Angleterre, le Canada sera vraisemblablement un *stumbling block* ou, à tout le moins, un obstacle plutôt encombrant pour le gouvernement britannique. Laissons de côté, pour l'instant, l'aspect *inter-impérial* de la question. Bornons-nous à envisager la situation extérieure, résultant de l'entente anglo-américaine. Si cette entente se resserre, ce sera principalement en vue d'une action commune contre "l'Asie aux Asiatiques", dominée par le Japon. En cédant le Canada aux Etats-Unis, l'Angleterre transmettrait aux Américains le souci et le fardeau exclusif de la défense des côtes américaines du Pacifique, tout en s'assurant une base précieuse de ravitaillement pour sa flotte. Si, au contraire, l'entente se relâche, l'Angleterre préférera abandonner d'avance et de bon gré un pays qu'elle ne pourrait défendre contre une agression américaine ultérieure — surtout si, en consentant à cet abandon en temps opportun, elle s'épargne à la fois une humiliation et le remboursement d'une dette onéreuse.

D'ailleurs, que le *marché* existe, sous une forme ou une autre, ou que l'histoire de Pittsburg ne soit qu'un simple canard, il y a quelque chose de plus fort que les intrigues des diplomates et les tractations des politiciens: c'est la force des facteurs économiques, c'est la puissance de l'or qui domine la diplomatie et la politique du monde contemporain, en pays anglo-saxon plus que partout ailleurs. Si, la guerre finie, les financiers et les industriels américains jugent profitable de se récupérer

¹ "Céder" doit être pris ici dans le sens exact qu'il comporte en droit international, lorsque le gouvernement d'une nation souveraine abandonne à une autre nation, par traité ou autrement, une partie de son territoire. Dans le paragraphe suivant, le mot "cédant" doit s'interpréter au sens large du mot.

² J'ai mis cette situation au clair dans mes brochures *La politique de l'Angleterre, avant et après la guerre* (épuisée) et *Foreign policy of Great Britain* (prix franco, 28 sous).

de leurs "sacrifices" en faisant main-basse sur le Canada, ils n'auront pas même besoin de précipiter un conflit armé, comme ils ont fait pour libérer Cuba et s'emparer de Porto-Rico et des Philippines: il leur suffira d'agir sur la "conscience" des politiciens et des industriels canadiens aux abois. Est-il besoin d'ajouter qu'ils se procureront, ici comme aux Etats-Unis et à bien meilleur compte, toutes les gazettes *patriotes* dont ils auront besoin afin de créer et d'entretenir les "courants d'opinion" nécessaires pour éclairer la "démocratie" canadienne. Qui sait, même, si les pourchasseurs de la langue française dans le Canada anglais, et les fabricants de fausse théologie dans la province de Québec, n'en auront pas alors assez fait pour transformer en partisans de l'annexion la plupart des Canadiens-français, qui furent, un siècle et demi durant, les adversaires irréductibles de toute union politique entre les deux pays?

Absorption probable du Canada par les États-Unis.

A ces facteurs particuliers, qui existent depuis longtemps et que l'intervention américaine ne fait que fortifier, il convient d'en ajouter un autre qui se rattache, celui-là, à la situation générale du monde et à l'action générale des Etats-Unis. C'est par là que la révolution qui nous menace se rattache à la Révolution.

Le dessein arrêté du Président et des principaux chefs de la nation américaine, on l'a vu, est de renverser les trônes et d'instaurer partout l'universelle, triomphante et sacro-sainte "démocratie". Pour l'instant on se borne à menacer ouvertement les "autocrates" d'Allemagne et d'Autriche, les "despotes" qui osent croire qu'ils tiennent leur couronne de Dieu et professer qu'ils doivent à Dieu *d'abord* compte de leur charge et de leurs responsabilités. Des rois constitutionnels d'Angleterre et d'Italie, les Américains ne disent rien, pour l'instant. Du moins ont-ils la décence de ne pas leur décerner les éloges hypocrites qu'Anglais et Français prodiguaient au Tsar, avant sa chute. Mais lorsque "William Hohenzollern et Charles Hapsbourg auront pris le chemin de Nicolas Romanoff", si le "démocratie" anglaise s'avise, comme tout l'indique, de jeter par-dessus bord son "roi-soliveau" — selon la classique expression révolutionnaire, employée récemment par un sénateur canadien¹ — et de se livrer à la grue démocratique, croit-on que les champions de la démocratie américaine se retourneront contre leurs alliés, les démocrates d'Angleterre, les républicains de France et les révolutionnaires de Russie, pour garder la couronne à l'arrière-petit-fils de Georges III?

Il n'est donc nullement exagéré de dire que l'intervention américaine, en hâtant le jour de la déchéance de l'antique monarchie anglaise —

¹ M. Dandurand, à l'assemblée de recrutement du Général Lessard et du "colonel" Blondin, tenue au Monument National le 7 mai. Ni l'un ni l'autre de ces messieurs qui portent l'uniforme du roi, et dont l'un a prêté serment comme aviseur du roi en Canada, n'ont protesté contre cette botte portée au roi. Je ne passe pas pour ultraloyaliste, et je ne suis pas fou des monarchies, des monarchies inutiles surtout; mais, franchement, de telles violences et de tels silences me paraissent indécents.

la plus ancienne de l'Europe, aujourd'hui, — hâte également la rupture du lien qui rattache le Canada à la Grande-Bretagne et le renversement du principal obstacle à l'absorption du Canada par les Etats-Unis.

Un seul dérivatif — l'indépendance complète du Canada — pourrait retarder ou détourner cette échéance fatale. *Un Canada indépendant serait plus à l'abri des cupidités américaines que le Canada, dépendance britannique.* Cette vérité, on ne saurait trop la répéter, car elle s'attaque à l'un des préjugés les plus faux et les plus répandus¹. Incontestable avant la guerre, elle l'est plus que jamais depuis l'entrée des Etats-Unis dans le conflit. Les Canadiens de toutes races auront-ils la sagesse et l'intelligence de le comprendre? Auront-ils la volonté patriotique de se préparer aux éventualités prochaines? En auront-ils même le temps? C'est de plus en plus douteux.

“L'avenir est à Dieu”. La providence divine nous ménage peut-être de miraculeuses échappées: nous ne les avons guère méritées! Mais dans l'ordre des prévisions humaines, le résultat le plus probable, pour ne pas dire certain, la conséquence dominante et ultime de l'intervention simultanée du Canada et des Etats-Unis dans la guerre européenne, c'est la fusion des deux peuples anglo-saxons de l'Amérique du Nord.

¹ Sur ce point, on trouvera quelques arguments dans l'ouvrage déjà mentionné dans une note précédente: *Hier, Aujourd'hui, Demain*, chap. V: “*Les solutions de demain.*”

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
I. AVANT LA GUERRE.....	5
II. ÉVOLUTION DES SENTIMENTS.....	12
III. MOTIFS ET OBJETS DE L'INTERVENTION.....	22
IV. MODE ET VALEUR DE L'INTERVENTION.....	26
V. CONSÉQUENCES DE L'INTERVENTION.....	34
VI. CONSÉQUENCES POUR LE CANADA.....	41